727 (2021-2022) — N° 1 **Annexe 6*bis***
728 (2021-2022) — N° 1 **Annexe 6*bis***

PARLEMENT WALLON

SESSION 2021-2022

16 NOVEMBRE 2021

PROJETS DE DÉCRET

contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022

contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022

EXPOSÉ PARTICULIER *

afférent aux compétences du Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives

4e session de la XIe législature
* Voir Doc. **727** (2021-2022) – N° 1
Doc. **728** (2021-2022) – Nos 1 et 1*bis*

site web : www.parlement-wallonie.be
courriel : courriel@parlement-wallonie.be

DIVISION ORGANIQUE 15 – AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES, ENVIRONNEMENT

Programme 15.01: Fonctionnel

L'AB de ce programme est supprimé à l'initial 2022 suite à la centralisation de la gestion mobilière et immobilière

Programme 15.02 : Coordination des politiques agricole et environnementale

Les AB de ce programme sont supprimés à l'initial 2022 suite à la centralisation de la gestion mobilière et immobilière

Programme 15.03 : Développement et Etude du Milieu

Les AB de ce programme sont conservés à l'initial 2022 uniquement afin de liquider l'encours.

Programme 15.11 : Nature, Forêt, Chasse-pêche

Les AB de ce programme sont conservés à l'initial 2021 uniquement afin de liquider l'encours.

Programme 15.14: Police et contrôle

L'AB de ce programme est supprimé à l'initial 2022 suite à la centralisation de la gestion mobilière et immobilière

DIVISION ORGANIQUE 16 – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, PATRIMOINE ET ENERGIE

Programme 02 : Aménagement du territoire et urbanisme

L'AB de ce programme est conservé à l'initial 2022 uniquement afin de liquider l'encours.

Programme 12 : Logement : secteur public

L'AB de ce programme est conservé à l'initial 2022 uniquement afin de liquider l'encours.

Programme 31 : Energie

L'AB de ce programme est conservé à l'initial 2022 uniquement afin de liquider l'encours.

DIVISION ORGANIQUE 19 – FINANCES

PROGRAMME 01 : FONCTIONNEL

									EN MILLIERS EUR			
									CE		CL	
MOYENS BUDGÉTAIRES	**TIT.**	**D.O.**	**PROG.**	**PROG. WBFIN**	**A.B.**	**Compte budgétaire**	**Domaine fonctio.**	**CE CL DP**	**2021**	**2022**	**2021**	**2022**
(Modifié) Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocat	I	19	01	001	12 01 11	81211000	001.031	CE/ CL	46	741	46	856
(Supprimé) Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions ex PRG 12.01	I	19	01	001	12 02 11	81211000	001.017	CE/ CL	14	0	14	0
(Modifié) Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives, consultances…,) - WBFIN	I	19	01	001	12 03 11	81211000	001.009	CE/ CL	7.930	7.238	6.266	5.769
(Supprimé) Entretien, réparation, carburant et assurance des véhicules du SPW Finances	I	19	01	001	12 04 11	81211000	001.016	CE/ CL	—	—	—	—
(Nouveau) Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives,consultances,...) - Fiscalité		19	01	001	12 05 11	81211000	001.083	CE/ CL	—	5.500	—	5.500
(Modifié) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - WBFIN	II	19	01	001	74 02 22	87422000	001.020	CE/ CL	3.016	1.256	16.931	16.163
(Nouveau) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - FISCALITE	II	19	01	001	74 03 22	87422000	001.084	CE/ CL	—	8.413	—	9.549
(Nouveau) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques – DEPENSES GENERIQUES	II	19	01	001	74 04 22	87422000	001.085	CE/ CL	—	18	—	18
TOTAL									**11.006**	**23.166**	**23.257**	**37.855**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2021 : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2022 : moyens d'engagement prévus au budget 2022
MP 2021 : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2022 : moyens de paiement prévus au budget 2022

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Les crédits du programme fonctionnel sont destinés à couvrir les dépenses générales de fonctionnement au sein de la division organique. Les besoins de la cellule WBFIN y sont intégrés.

Les moyens, présents sur les articles de base de ce programme, qui relèvent de la tutelle du Ministre ayant dans ses compétences la gestion mobilière et immobilière ont été centralisés au sein du programme 12.22 afin de permettre une gestion coordonnée, uniformisée et centralisée des biens mobiliers durables du programme opérationnel et cela afin de répondre à un constat de la Cour des Comptes dans son rapport du 24 septembre 2019 relatif à son audit sur la gestion du parc de véhicules du SPW.

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 12.01 – (Modifié) Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocat
(Code SEC : 12.01.11)

- Base légale, décrétale et réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics

- Montant du crédit proposé : Engagement : **741** milliers EUR
  Liquidation : **856** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir des dépenses telles que frais d'études, missions externes de conseils à la gestion, participation à des expositions, acquisition d'ouvrages pour la bibliothèque, participation et organisation de séminaires, colloques, réunions, publications, etc.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours <2022	115	115	0	0	0	0
Crédits 2022	741	741	0	0	0	0
Totaux	**856**	**856**	**0**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.02 – (Supprimé) Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions ex PRG 12.01
(Code SEC : 12.02.11)

- Base légale, décrétale et réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir des dépenses telles que frais d'études, missions externes de conseils à la gestion, participation à des expositions, acquisition d'ouvrages pour la bibliothèque, participation et organisation de séminaires, colloques, réunions, publications, etc.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours <2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	0	0	0	0	0	0
Totaux	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.03 – (Modifié) Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives, consultances,...) - WBFIN
(Code SEC : 12.03.11)

- Base légale, décrétale et réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics

- Montant du crédit proposé : Engagement : **7.238** milliers EUR
  Liquidation : **5.769** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à assurer la maintenance, l'exploitation, l'hébergement de la nouvelle solution informatique WBFin.
  Pour rappel, les crédits d'engagement pour la mise en place du volet informatique WBFIN ont été prévus sur l'AB 74.02.22 du programme 12.01.
  A ce stade, il s'indique, pour 2022, de prévoir à l'A.B. 12.03.11 du PG 19.01 les crédits suivants destinés à couvrir les services de maintenance, d'exploitation, d'hébergement de la solution informatique WBFin pour l'années 4 du marché M078_WBFIN (les crédits pour l'année 2 ayant été prévus sur des visas de l'AB 74.02.22 du PG 12.01 et les crédits pour les années 3 et 4 ayant été prévus sur un visa de l'AB 12.03.11 du PG 12.01) :
  - des crédits d'engagement s'élevant à 4.312 milliers EUR sont sollicités pour couvrir les frais récurrents de la 4ième année du marché M078_WBFIN (01/04/2021 au 31/03/2022)[2] càd :
    - maintenance des progiciels (1 an du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022) ;
    - exploitation (1 an) ;
    - hébergement (1 an) ;
    - les options obligatoires (1 an) ci-après :
      - Exploitation Gestion Electronique de Documents (OO_TECH_2) ;
      - Exploitation Business Intelligence (OO_TECH_3) ;
      - Hébergement Gestion Electronique de Documents (OO_TECH_4) ;
      - Hébergement Business Intelligence (OO_TECH_5) ;
      - Lignes réseaux (OO_TECH_6).

    Ces crédits d'engagement comprennent une indexation des prix du marché M078_WBFIN estimée à 205 milliers EUR.
  - des crédits de liquidation s'élevant à 3.841 milliers EUR sont sollicités pour couvrir :
    - le poste d'exploitation ;
    - le poste d'hébergement ;
    - les options obligatoires ci-après :
      - Exploitation Gestion Electronique de Documents (OO_TECH_2) ;
      - Exploitation Business Intelligence (OO_TECH_3) ;

[2] A l'exception de la maintenance du progiciel SAP qui doit être payée sur base d'une année civile et non sur base d'une année du marché.

- Hébergement Gestion Electronique de Documents (OO_TECH_4) ;
- Hébergement Business Intelligence (OO_TECH_5) ;
- Lignes réseaux (OO_TECH_6) ;

▪ l'option proposée OP_10 – Location de bureaux à proximité du SPW ;
▪ les postes à bordereau de prix.

- des crédits d'engagement et de liquidation s'élevant à 140 milliers EUR sont sollicités pour couvrir :
  ▪ La maintenance des licences Oracle (marché M025) nécessaires, dans le cadre du marché M078_WBFIN pour l'historisation des données, la business intelligence et la solution GED.

- des crédits d'engagement et de liquidation estimés à 463 milliers EUR sont sollicités en 2022 pour couvrir les deux consultants (renforts comptables) de la Direction de la Comptabilité Générale.

- des crédits d'engagement et de liquidation estimés à 316 milliers EUR sont sollicités en 2022 pour couvrir le coût d'un SAP Roll out Manager dans la Direction de la Comptabilité Générale. Ce support SAP est nécessaire pour la première année d'utilisation du logiciel SAP au sein du SPW.

- Par ailleurs, étant donné la complexité de la mise en œuvre de WBFIN et le manque de ressources à la Direction de la comptabilité générale, des crédits d'engagement s'élevant à 2.000 milliers EUR et des crédits de liquidation s'élevant à 1.000 milliers EUR sont sollicités en 2022 pour diverses missions de consultance (Réalisation d'analyses comptables en vue d'accroitre la qualité des comptes du SPW et de la Région concernant les comptes annuels 2021 et suivants, établissement de procédures comptables, support au SPW dans la passation d'écritures comptables,…).

Enfin, il y a lieu, en conformité avec la nomenclature SEC, de prévoir 7 milliers EUR en crédit d'engagement et 9 milliers EUR en crédit de liquidation pour la commande de licences informatiques (dépenses courantes).

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours <2022	2.806	2.813	0	0	0	0
Crédits 2022	7.238	2.956	4.282	0	0	0
Totaux	**10.044**	**5.769**	**4.282**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.04 – (Supprimé) Entretien, réparation, carburant et assurance des véhicules du SPW Finances
(Code SEC : 12.04.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses d'entretien, de réparation, de carburant et d'assurance des véhicules du SPW Finances. Il s'agit principalement des véhicules destinés aux contrôles en matière de taxes de circulation et mise en circulation et du prélèvement kilométrique mais également aux véhicules de fonction et de service.

  En réponse à la recommandation formulée par la Cour des Comptes dans son rapport du 24 septembre 2019 relatif à son audit sur la gestion du parc de véhicules du SPW, en 2020, il a été décidé de centraliser les crédits

dédiés à ce type de dépenses au sein du programme 22 de la division organique 12.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours <2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	0	0	0	0	0	0
Totaux	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.05 – (Nouveau) Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives, consultances, ...) - Fiscalité
(Code SEC : 12.05.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **5.500** milliers EUR
  Liquidation : **5.500** milliers EUR

- Cet AB remplace l'AB 12.05 du programme 19.02.

- Ce crédit est destiné à couvrir :

  - Les coûts des marchés conclus sur base annuelle d'octobre à septembre, régit sous les prescrits du marché cadre M24 et destinés au frais de petite maintenance, de support des applications ainsi que les interventions des prestataires dans le cadre de l'exploitation des données, de la fourniture des rapports et statistiques nécessaires au SPW Fiscalité. Les applications concernées étant TCNA, Kyauto, GED Athena, Signa, Perefisc, Eta-TCNA/EUV et Veh-Signa actuellement attribuées à Atos.
  - les coûts du marché conclu sur base annuel d'octobre à septembre, régit sous les prescrits du marché cadre M24 et destinés au frais de petite maintenance, de support des applications ainsi que les interventions des prestataires dans le cadre de l'exploitation des données, de la fourniture des rapports et statistiques nécessaires au SPW Fiscalité. L'application concernée étant Sigfiv actuellement attribué à DXC.
  - les coûts des marchés conclus sur base annuelle d'octobre à septembre, régit sous les prescrits du marché cadre M24 et destinés au frais de petite maintenance, de support des applications ainsi que les interventions des prestataires dans le cadre de l'exploitation des données, de la fourniture des rapports et statistiques nécessaires au SPW Fiscalité suite à la réception du marché dédié à la création de l'applicatif chargé de la gestion du prélèvement kilométrique (PKM- Hermès) actuellement attribué à NSI.
  - les coûts des marchés conclus sur base annuelle d'octobre à septembre, régit sous les prescrits du marché cadre M24 et destinés au frais de petite maintenance, de support des applications ainsi que les interventions des prestataires dans le cadre de l'exploitation des données, de la fourniture des rapports et statistiques nécessaires au SPW Fiscalité suite à la réception du marché dédié à la création de l'applicatif chargé de la gestion du dossier unique fiscal (module établissement PrI, module transversal CTX, module transversal GID, module transversal Enrôlement, signalétique immobilier) actuellement attribué à NRB
  - les frais d'augmentation de l'espace de disque dur des serveurs dédiés aux applications informatisées et base de données associées. L'espace des disques dur des serveurs actuellement utilisés est presque totalement utilisé. Afin d'assurer le bon fonctionnement des applicatifs existants, leur future évolution mais également d'implanter les développements liés à la mise en œuvre du nouveau système d'information (Dossier Unique Fiscal), le SPW Fiscalité est tenu de solliciter l'augmentation de l'espace/support liés aux licences des serveurs et bases de données actuellement utilisés et ce sous les prescrits du marché cadre M35 actuellement attribué à NRB.
  - les coûts récurrents d'exploitation de la plateforme d'hébergement du futur écosystème applicatif du dossier unique fiscal (avec l'instance actuelle focalisée sur le PRI) dans le cadre du marché M35. Ce marché de mise à disposition d'hébergement externalisé permet au SPW de recourir à la demande à une

infrastructure informatique agile et dimensionnable. En outre, le projet de reprise du précompte immobilier (PRI) nécessite :

- une mise à disposition rapide de plusieurs environnements d'hébergement informatique ;
- des engagements en termes de garantie de service sur les équipements mais également sur le planning de mise à disposition de ces équipements informatiques, synchronisé sur les exigences du planning de développement.

La centralisation de ces applications dans le cadre d'un même marché, au même endroit et sur le même centre d'hébergement apporte une cohérence à la gestion de la fiscalité wallonne, et ce d'autant plus que les applications échangent des données en provenance de référentiels communs.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours <2022	3792	3792	0	0	0	0
Crédits 2022	5500	1673	4017	0	0	0
Totaux	9517	5500	4017	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 74.02 – (Modifié) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - WBFIN
(Code SEC : 74.02.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **1.256** milliers EUR
  Liquidation : **16.163** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à :
  1. couvrir les dépenses spécifiques d'informatique relatives au fonctionnement et au développement d'applications, à l'acquisition de logiciels, à des frais d'analyse et de consultance, et à de la maintenance. Ce crédit est également destiné au financement des nouveaux projets informatiques et/ou à leur maintenance évolutive.
     Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle comptabilité publique (décret WBFin + arrêtés d'exécution), il convient de poursuivre les adaptations à réaliser dans GCOM afin de répondre rapidement, dans le contexte d'une phase transitoire, aux exigences d'une nouvelle comptabilité publique.
     Il convient toutefois de préciser que, le marché M21 (Gcom) devant être terminé au 30/06/2022 (crédits prévus dans les AB gérés par le DTIC), il n'est plus proposé de crédits d'engagement pour les projets informatiques qui y sont liés. Il convient cependant de prévoir des crédits de liquidation pour apurer l'encours.
     Par ailleurs, il s'indique de prévoir un montant en crédits d'engagement pour la commande de logiciels (certains doivent être imputés en code SEC 74) ou de matériels informatiques spécifiques (exemple : seconds écrans).
     Il est proposé en conséquence de prévoir 10 milliers EUR en crédits d'engagement (CE) et 200 milliers EUR en crédits de liquidation (CL).
  2. mettre en place le volet informatique WBFin.
     Pour rappel, des crédits d'engagement s'élevant à 58.769 milliers EUR ont été obtenus (Visa 17/19875) pour couvrir :
     - Le programme WBFin, les activités de début de contrat, la maintenance des progiciels (année 1), l'exploitation (année 1), … dans le cadre du marché M078_WBFin, qui a été attribué le 29 mars 2018 (cf. note au Gouvernement wallon du 29 mars 2018 – Point B57).

- L'offre 8363_Gcom de reprise des données à intégrer dans la nouvelle solution WBFin dans le cadre du marché M021_Gcom.

Par ailleurs, des crédits d'engagement s'élevant à :

- 1.166 milliers EUR (Visa 18/19586) ont été obtenus pour couvrir les frais récurrents de la maintenance du progiciel SAP (licences SAP) uniquement pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 du marché M078_WBFIN.
- 4.278 milliers EUR (Visa 19/15.099) et 4.144 milliers EUR (Visa 20/12.037 sur l'AB 12.03 du programme 19.01) et 3.371 milliers EUR (Visa 21/xx.xxx sur l'AB 12.03 du programme 19.01) ont été obtenus pour couvrir les services du marché M078_WBFin (Maintenance du progiciel SAP pour l'année civile 2020, exploitation, hébergement, options obligatoires relatives à la GED, la BI et les lignes réseaux,…) respectivement pour les années 2, 3 et 4 du marché.

A ce stade, pour 2022, il s'indique, de prévoir à l'A.B. 74.02 du PG 19.01 les crédits suivants pour la mise en œuvre du volet informatique de la réforme budgétaire et comptable :

A. Programme WBFIN :
   - suite à l'avenant signé le 13 avril 2021, des crédits d'engagement supplémentaires d'un montant de 507 milliers EUR sont sollicités. Les crédits d'engagement qui ont été obtenus et/ou sollicités sur l'A.B. 74.02 du PG 12.01, durant les années 2017 à 2019, sont conservés pour la mise en œuvre de la solution informatique budgétaire et de comptabilité publique WBFin.
   - des crédits de liquidation s'élevant à 13.933 milliers EUR sont sollicités pour couvrir la finalisation du paiement des livrables du programme WBFIN.
     Par ailleurs, les services de maintenance, d'exploitation, d'hébergement de la solution informatique WBFin pour l'année 4 et l'année 5 du marché M078_WBFIN sont prévus à l'AB 12.03.11 du PG 12.01.

B. en ce qui concerne le projet 8363-Transfert des données de GCOM vers WBFIN (marché M021_GCOM) dont l'exécution est indispensable à la mise en place de WBFIN, qui a été engagé sur le budget 2017 (visa 17/19875 précité), des crédits de liquidation de 1.297 milliers EUR sont sollicités pour le budget initial 2022

C. marché d'accompagnement (lot 2 – poste 1) : ce poste 1 du lot 2 comprend le support au pilotage et à la gestion de la coordination tout au long du programme de transformation numérique du budget et de la comptabilité et, cela pour une durée de 3 années (avec 2 prolongations d'une année possibles). Il a fait l'objet d'un engagement en 2017 pour un montant de 998.250 EUR (visa 17/11818). La totalité de ces crédits ont été liquidés.
   En 2021, ce poste 1 du lot 2 a fait l'objet d'une 1ère prolongation d'1 an. Des crédits de liquidation pour un montant de 195 milliers EUR sont sollicités pour le budget initial 2022.
   Vu la possibilité d'une seconde et dernière prolongation d'1 an de ce marché, des crédits d'engagement pour un montant de 333 milliers EUR et des crédits de liquidation pour un montant de 138 milliers EUR sont sollicités pour le budget initial 2022.

D. marché d'accompagnement (lot 2 – postes 2 et 3) : le Lot n°2 du Marché M079_Accompagnement WBFIN comprend également les deux postes ci-après :
   - Poste 2 – Conseil stratégique et expertise spécifique et ponctuelle à la demande ;
   - Poste 3 – Gestion du changement.

E. De 2018 à 2021, diverses missions ont été commandées au prestataire pour un montant de 1.425 milliers EUR (Visas 18/19588, 19/20088, 20/13786). La totalité de ces crédits ont été liquidés.

F. Pour le budget initial 2022, des crédits d'engagement et de liquidation estimés à 400 milliers EUR sont sollicités afin notamment d'acquérir des licences SAP sur base de l'utilisation réelle du système WBFin identifiée lors d'un audit SAP prévu la première année d'utilisation du système.

Enfin, un réexamen des ressources humaines indispensables à la mise en œuvre et à l'exécution du programme WBFIN sera réalisé par les services du SPW BLTIC au vu de la complexité de la solution WBFIN et des changements organisationnels que la transition vers ce système implique.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours <2022	19.973	15.108	4.865	0	0	0
Crédits 2022	1.256	1.055	201	0	0	0
Totaux	**21.229**	**16.163**	**5.066**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 74.03 – (Nouveau) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - FISCALITE
(Code SEC : 74.03.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **8.413** milliers EUR
  Liquidation : **9.549** milliers EUR

- Cet AB remplace les AB 74.01 et 74.03 du programme 19.02.

- Ces crédits sont destinés :

  - l'acquisition de logiciels spécifiques dédiés aux besoins métiers (Microsoft Project, Microsoft Visio, Microsoft Access, Design & Web Premium CC, …
  - le logiciel de gestion de projet P4
  - l'acquisition divers matériel IT notamment dans le cadre de l'aménagement des bureaux décentralisés à Liège, Charleroi et Mons
  - l'achat de PC
  - l'acquisition de bases de données informatiques (le RN, la BCSS, la BCE, la FEBIAC) et les coûts liés à l'accès aux données mis à disposition par eWBS. Ces données sont nécessaires à l'alimentation des signalétiques du SPW Fiscalité.
  - les coûts liés à la maintenance évolutive et supplétive du parc informatique existant du SPW Fiscalité (Kyauto, GED, Signa, Veh-Signa, Eta-TCNA/EUV, Sigfiv, Hermes, Perefisc). Chaque nouvelle fonctionnalité ou évolution de fonctionnalité seront développées sous les prescrits du marché informatique cadre M23 du SPW Budget, Logistique et TIC. En particulier pour l'application Sigfiv, la finalisation du refactoring technique (mise à jour nécessaires vu l'évolution des technologies utilisées), et son adaptation à une probable réforme de la taxation des véhicules.

    Il est également important de prévoir dès 2021 le début de l'intégration des applicatifs du SPW Fiscalité dans l'éco-système informatique du DUF.
  - La maintenance évolutive des nouveaux développements informatiques dans le cadre du programme CAP PRI suite au renom du Gouvernement wallon du 29 mars 2018 pour permettre la reprise du PRI par le SPW Fiscalité. Ces développements concernent l'intégration des nouveaux modules génériques et outils transversaux (gestion des interactions avec les usagers, d'enrôlement et de contentieux, outils transversaux comme le workflow et la GED, …) aux autres applications du SPW fiscalité.
  - Les coûts liés à la poursuite de l'adaptation du module Perefisc pour le rendre « PRI compatible », le lancement d'un nouveau module générique dédié au « recouvrement » et l'adaptation du logiciel pour le recouvrement des sanctions administratives. Ces adaptations seront développées sous les prescrits du marché informatique cadre M23 de la DGT.
  - Le coût d'investissement pour la mise en place de la plateforme d'hébergement du futur écosystème applicatif du PRI dans le cadre du marché M35 (investissement à renouveler périodiquement). Ce marché de mise à disposition d'hébergement externalisé permet au SPW de recourir à la demande à une

infrastructure informatique agile et dimensionnable. En outre, le projet de reprise du précompte immobilier (PRI) nécessite :

- une mise à disposition rapide de plusieurs environnements d'hébergement informatique ;
- des engagements en termes de garantie de service sur les équipements mais également sur le planning de mise à disposition de ces équipements informatiques, synchronisé sur les exigences du planning de développement.
- Les coûts liés à l'upgrade technologique de l'actuel signalétique des personnes e-signa qui n'offre pas toutes les possibilités technologiques nécessaires à la dématérialisation complète de certains processus et activités ni la possibilité d'assurer la gestion/sécurisation/traçage des accès de « consommateurs de données » externes au SPW Fiscalité (les autres DG du SPW pour des projets transversaux comme le CRM ou la plate-forme sanctions administratives)
- La poursuite du projet du guichet électronique fiscal pour les usagers baptisé « My Wal Fin » en lien étroit avec le projet transversal du SG-eWBS « Mon Espace ».
- Les frais liés à la mise à disposition d'un profil technique similaire à celui décrit dans la note passée en Gouvernement wallon en date du 26 avril 2018 (chef de programme architecture), à défaut d'un recrutement interne, en raison de l'état de pénurie du marché de l'emploi. La mise à disposition est prévue via un marché-cadre dont l'objet est la mise à disposition de personnel technique (M020) et ce durant la période strictement nécessaire à l'engagement et l'entrée en service effective d'une ressource en interne
- Les frais liés à la gestion opérationnelle quotidienne des serveurs physiques et virtuels du SPW qui est assurée par des équipes mixtes DTIC et des sous-traitants intervenant dans le cadre d'un marché de services (M015).
- Les frais de consultance liés au support à la gestion de programme liés à l'implémentation du dossier unique fiscal, dont le PRI est amené à devenir le premier jalon, aux travaux d'ergonomie et à des aides ponctuelles en matière d'analyse en cas de pics de charge de travail.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	6.000	6.000	0	0	0	0
Crédits 2022	8.413	3.549	4.864	0	0	0
Totaux	14.413	9.549	4.864	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 74.04 – (Nouveau) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - Dépenses génériques
(Code SEC : 74.04.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **18** milliers EUR
  Liquidation : **18** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir des dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - Dépenses génériques.

  Le contrôle des dépenses (engagements et liquidations) dans le nouvel outil informatique WBFIn-SAP nécessite de travailler sur deux écrans. Il est donc nécessaire d'équiper 50 utilisateurs d'un écran de 27 pouces à 300,00 euros TVAC l'unité, soit 15000,00 euros.

  La direction de la comptabilité patrimoniale prévoit de remplacer une imprimante spécifique permettant

d’imprimer les étiquettes d’inventaire à apposer sur toutes les acquisitions de mobiliers. L’imprimante a en effet 10 ans d’ancienneté et présente une usure telle qu’une panne risque de devoir requérir son remplacement en 2022.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	18	18	0	0	0	0
Totaux	18	18	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

DIVISION ORGANIQUE 19 – Finances

PROGRAMME 02 : FISCALITE

EN MILLIERS EUR

MOYENS BUDGÉTAIRES	TIT.	D.O.	PROG.	Prog. WBFIN	A.B.	Compte budgétaire	Domaine fonctionnel	CE CL DP	CE 2021	CE 2022	CL 2021	CL 2022
Provision mesures d'accompagnement péage kilométrique	I	19	02	119	01 05 00	80100001	119.002	CE/CL	400	400	400	400
(Supprimé) Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions et frais de fonctionnement, dépenses informatiques courantes spécifiques	I	19	02	119	12 01 11	8121100	119.003	CE/CL	505	—	620	—
Frais d'impression	I	19	02	119	12 02 11	8121100	119.004	CE/CL	1.525	1525	775	775
Expertises, frais de procédure, frais de fonctionnement, honoraires d'avocats	I	19	02	119	12 03 11	8121100	119.005	CE/CL	1.730	2.500	1.730	2.500
Frais bancaires, chèques circulaires, assignations postales	I	19	02	119	12 04 11	8121100	119.006	CE/CL	40	60	40	60
(Supprimé) Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives...)	I	19	02	119	12 05 11	8121100	119.007	CE/CL	5.500	—	5.500	—
Frais généraux de fonctionnement à l'intérieur du secteur des administrations publiques	I	19	02	119	12 06 21	81221000	119.017	CE/CL	-	-	-	-
Autres Intérêts - Intérêts de retard sur autres que sur dettes commerciales	I	19	02	119	21 01 60	82160000	119.009	CE/CL	150	375	150	375
Remboursements	I	19	02	119	34 01 41	83441000	119.010	CE/CL	300	1.300	300	1.300
Dotation pour le budget de la Structure de Coordination de l'Information patrimoniale (SCIP)	I	19	02	119	45 50 40	84540000	119.011	CE/CL	58	58	58	58
Contribution de la Région wallonne aux coûts de personnel et de fonctionnement du bureau central de liaison	I	19	02	119	45 51 40	84540000	119.016	CE/CL	20	20	20	20
Travaux d'aménagement des bâtiments administratifs dédiés notamment aux amendes sur la taxe du prélèvement kilométrique	II	19	02	119	72 01 00	87200000	119.012	CE/CL	140	140	140	140
(Supprimé) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques	II	19	02	119	74 01 22	87422000	119.013	CE/CL	100	—	100	—
(Supprimé) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - Logiciels fiscaux	II	19	02	119	74 03 22	87422000	119.015	CE/CL	8.500	—	8.100	—
TOTAL									**18.968**	**6.378**	**17.933**	**5.628**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique

Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2021 : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2022 : moyens d'engagement prévus au budget 2022
MP 2021 : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2022 : moyens de paiement prévus au budget 2022

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Les crédits du programme fonctionnel sont destinés à couvrir les dépenses générales de fonctionnement au sein de la division organique.

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B.01.05 – Provision mesures d'accompagnement péage kilométrique

(Code SEC : 01.05.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire

- Montant du crédit proposé : Engagement : **400** milliers EUR
  Liquidation : **400** milliers EUR

- Les crédits relatifs aux mesures d'accompagnement sont désormais directement inscrits dans les budgets fonctionnels des Ministres concernés. Les crédits subsistant au sein de cet AB sont destinés à financer d'éventuels frais (études, …) en lien avec le prélèvement kilométrique.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	400	400	0	0	0	0
Totaux	**400**	**400**	**0**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 12.01 – (Supprimé) Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions et frais de fonctionnement, dépenses informatiques courantes spécifiques

(Code SEC : 12.01.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir :
  - les dépenses liées à la tenue de réunion ;
  - la participation à des séminaires/colloques/mission à l'étranger ;

- l'organisation de journées d'équipes et de séminaires pour les agents des différents départements du SPW Finances ;
- les formations spécifiques pour agents du SPW Finances ;
- les formations spécifiques des contrôleurs TC/TMC/PKM dans le cadre du plan de formation 2019-2020 ;
- les frais de missions ;
- les dépenses diverses liées à toutes opérations de communication pour la gestion des taxes actuelles ;
- le financement de la campagne de communication dans le cadre de la reprise de la gestion du précompte immobilier (PRI) ;
- la souscription de logiciels spécifiques ;
- les licences spécifiques liées à l'utilisation du logiciel de gestion de projets ;
- les dépenses de la téléphonie mobile ;
- Acquisition de bases de données informatiques (le RN, la BCSS, la BCE, la FEBIAC) et les coûts liés à l'accès aux données mis à disposition par eWBS. Ces données sont nécessaires à l'alimentation des signalétiques du SPW Finances.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	0	0	0	0	0	0
Totaux	0	0	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 12.02 – Frais d'impression
(Code SEC : 12.02.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **1.525** milliers EUR
  Liquidation : **775** milliers EUR
- Ce crédit est destiné à couvrir :

  - Les frais liés au marché Printshop SPW Fiscalité destiné à l'externalisation de l'impression de masse, de la mise sous pli et l'expédition de documents (IAP, AER) pour compte du SPW Fiscalité.
  - Les frais d'impression de bulletins de virement pour les impressions réalisées au SPW Fiscalité, de procès-verbaux à destination des contrôles en matière de taxes sur les automates et appareils automatiques de divertissement.
  - L'impression des signes distinctifs fiscaux à destination des taxes sur les appareils automatiques de divertissement et des taxes de circulation non-automatisées

  La poursuite de reprise de la gestion du Précompte Immobilier au 01.01.21 va considérablement augmenter le nombre de courriers (AER, …) qui seront expédiés vers le redevable. On peut estimer à 1,5 millions, le nombre de documents supplémentaires qui seront ainsi traités par notre imprimeur externe IPEX, adjudicataire du marché Printshop. En 2021, le marché a été renouvelé pour deux ans avec un cout annuel estimé à 750 k.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements	Paiements

		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	775	775	0	0	0	0
Crédits 2022	1525	0	1525	0	0	0
Totaux	2.300	775	1525	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 12.03 – Expertises, frais de procédure, frais de fonctionnement, honoraires avocats
(Code SEC : 12.03.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **2.500** milliers EUR
  Liquidation : **2.500** milliers EUR

- Ces crédits sont destinés à couvrir :
  - les frais de fonctionnement (frais de gardiennage de véhicules, frais d'inscription hypothécaire, frais de signification de jugement, frais de déclaration de tiers saisi)
  - les honoraires d'avocats dans le cadre des frais de représentation auprès des cours et tribunaux.
  - les frais des huissiers inhérents aux différentes procédures de recouvrement forcé entamées dans le cadre de la gestion des différentes taxes gérées par le SPW Fiscalité.
  - les divers remboursements (dont dédommagements) liés à un jugement prononcé contre le SPW Fiscalité
  - les frais de saisies arrêts simplifiées bancaires
  - Conseils juridiques extérieurs

  Le transfert de l'établissement et de la perception du Précompte immobilier au 01.01.21 s'accompagne du transfert du contentieux administratif et judiciaire ainsi que du recouvrement de l'impôt.

  D'après les statistiques envoyées par le SPF, un millier de dossiers PRI sont actuellement en contentieux judiciaire. L'objectif du DCSJ est de faire passer des conventions cadres avec des avocats spécialisés dans la matière afin de traiter l'ensemble de ces dossiers. Une augmentation des frais d'avocats est à prévoir au budget 2022 passant de 400.000€ à 1.170.000€.

  En outre, en cas de contestation d'impôt, il y a une réclamation administrative ; les décisions administratives sont pour le moment communiquées par simple courrier, le DCSJ souhaiterait, dans le cadre du PRI, qu'elles soient envoyées par courrier recommandé, comme le faisait le Fédéral.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	972	972	0	0	0	0
Crédits 2022	2.500	1.528	972	0	0	0
Totaux	3.472	2.500	972	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 12.04 – Frais bancaires, chèques circulaires, assignations postales
(Code SEC : 12.04.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - dispositions légales et réglementaires en matière de frais bancaires
  - Loi du 19 juillet 2018 « portant modification et insertion de dispositions en matière de services de paiement dans différents livres du Code de droit économique »

- Montant du crédit proposé : Engagement : **60** milliers EUR
  Liquidation : **60** milliers EUR

- Ces crédits sont destinés à couvrir les frais de transactions bancaires liés à la redevance PKM conformément à la Loi du 19 juillet 2018

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	50	50	0	0	0	0
Crédits 2022	60	10	50	0	0	0
Totaux	110	60	50	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 12.05 – (Supprimé) Prestations de services réalisées dans le cadre de projets informatiques spécifiques
(Code SEC : 12.05.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2021	2022	2023	2024	Exercices ultérieurs
Encours<2021	0	0	0	0	0	0
Crédits 2021	0	0	0	0	0	0
Totaux	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 12.06 – Frais généraux de fonctionnement à l'intérieur du secteur des administrations publiques
(Code SEC : 12.06.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : décret budgétaire

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2021	2022	2023	2024	Exercices ultérieurs
Encours<2021	0	0	0	0	0	0
Crédits 2021	0	0	0	0	0	0

Totaux	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 21.01 – Autres intérêts – Intérêts de retard sur autres que dettes commerciales
(Code SEC : 21.01.60)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **375** milliers EUR
  Liquidation : **375** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les intérêts moratoires. Les articles 32 et suivants du Décret du 06 mai 1999 tel que modifié, relatif à l'établissement, le recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes organisent en cas de restitution de taxes, d'intérêts de retard ou d'amendes, l'octroi d'un intérêt moratoire.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	150	150	0	0	0	0
Crédits 2022	375	225	150	0	0	0
Totaux	525	375	150	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 34.01 – Remboursements
(Code SEC : 34.01.41)

- Base légale, décrétale et réglementaire : Décret budgétaire ; Dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics

- Montant du crédit proposé : Engagement : **1.300** milliers EUR
  Liquidation : **1.300** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir :

  - les divers remboursements (dont dédommagements) liés à un jugement (décision de justice) prononcé contre le SPW Fiscalité. Une provision de 300 k€ est budgétée pour faire face à la décision de justice dans le cadre du dossier de l'huissier de justice TINTIN.
  - Une provision de 1.000 k€ est également prévue pour rembourser les redevables en cas de dégrèvement de droits inconnus de Perefisc. En effet, lors du transfert du PRI, des milliers de droits apurés au SPF, et non encodés dans la base de données de notre logiciel de perception et recouvrement Perefisc, devront potentiellement être rétrocédés, en totalité ou en partie, à des redevables qui auront introduit une réclamation administrative sur ces droits inconnus de Perefisc. Ces réclamations concernent uniquement des dossiers apurés au SPF et pour lesquels des contestations sont faites au niveau du SPW. Ce mécanisme est en outre temporaire et ne concerne potentiellement que les exercices 2017 à 2019.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	300	300	0	0	0	0

Crédits 2022	1.300	1000	300	0	0	0
Totaux	**1.600**	**1.300**	**300**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 45.50 – Dotation pour le budget de la Structure de Coordination de l'Information patrimoniale (SCIP)
(Code SEC : 45.50.40)

- Base légale, décrétale et réglementaire :
  Accord de coopération du 18 avril 2014 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles- Capitale concernant la Structure de Coordination de l'information patrimoniale

- Montant du crédit proposé : Engagement : **58** milliers EUR
  Liquidation : **58** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à prendre en charge la contribution de la Région wallonne au budget de la SCIP.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	58	58	0	0	0	0
Totaux	58	58	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 45.51 – Contribution de la Région wallonne aux coûts de personnel et de fonctionnement du bureau central de liaison
(Code SEC : 45.51.40)

- Base légale, décrétale et réglementaire :
  Les articles 18 et 19 de l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone, dans le cadre de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et dans le cadre des traités mixtes bilatéraux et multilatéraux entre le Royaume de Belgique et un autre Etat ou d'autres Etats qui prévoient la coopération administrative dans le domaine fiscal, stipulent que la fixation des besoins en coûts de personnel et de fonctionnement du bureau central de liaison (CLO), ainsi que la répartition de ces coûts entre l'Etat fédéral, les Régions et les Communautés sont déterminés par l'organe de concertation en fonction de la part de chaque partie dans le nombre total de dossiers.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **20** milliers EUR
  Liquidation : **20** milliers EUR

Ces crédits sont destinés à couvrir les frais de personnel et de fonctionnement du bureau central de liaison sont financés conjointement par l'Etat fédéral, les Régions et les Communautés. La contribution de chacune des Régions et des Communautés aux coûts engagés au cours d'une année civile est fixée de commun accord pour le 31 mars de l'année suivante et est versée pour le 30 juin de l'année en question au budget des voies et moyens.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements	Paiements

		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	20	20	0	0	0	0
Totaux	20	20	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 72.01 – Travaux d'aménagement des bâtiments administratifs dédiés notamment aux amendes sur la taxe du prélèvement kilométrique
(Code SEC : 72.01.00)

- Base légale, décrétale et réglementaire : loi et arrêtés sur les marchés publics de travaux de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **140** milliers EUR
  Liquidation : **140** milliers EUR

- Ces crédits sont destinés à couvrir :
  - Les travaux d'aménagement de locaux mis à disposition de la brigade de contrôle en matière de taxes de mise en circulation et de circulation
  - Dans le cadre des travaux de modernisation et de remise en conformité des bureaux occupés par les agents en charge des contrôles en matière de taxes de mise en circulation, de circulation et du prélèvement kilométrique, le SPW Fiscalité souhaite s'adjoindre les services d'un bureau d'architectes. Celui-ci sera en charge notamment de la réalisation des cahiers des charges, de la pré-sélection des entrepreneurs potentiels et du suivi des travaux.

  En 2020, les crédits de cet AB ont été erronément centralisés au niveau du programme 12.22 géré par le département de la gestion mobilière. En effet, le DGM ne s'occupe pas de l'entretien et des travaux des bâtiments administratifs. Dès lors, l'ensemble des travaux urgents sont à ce jour en attente.

  En 2021, les crédits à hauteur de 140 k€ ont été demandés avec la plus grande urgence afin de pouvoir débuter les aménagements du district de SPY - seule brigade n'ayant pas connu de travaux d'aménagement.

  Travaux à Spy et à Saint-Ghislain (SGH résiduel par rapport à SPY) sont estimés à +/- 140.000 EUR.
  Ces travaux prévoient l'aménagement de plusieurs locaux ainsi que la construction d'un guichet en plexiglas

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	140	140	0	0	0	0
Totaux	140	140	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 74.01 – (Supprimé) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques
(Code SEC : 74.01.22)

- Base légale, décrétale et réglementaire : loi et arrêtés sur les marchés publics de travaux de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Ces crédits ont été transférés vers le PR 19.01

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2021	0	0	0	0	0	0
Crédits 2021	0	0	0	0	0	0
Totaux	0	0	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 74.03 – (Supprimé) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - Logiciels fiscaux
(Code SEC : 74.03.22)

- Base légale, décrétale et réglementaire : loi et arrêtés sur les marchés publics de travaux de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Ces crédits ont été transférés vers le PR 19.01

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2021	0	0	0	0		0
Crédits 2021	0	0	0	0		0
Totaux	0	0	0	0		0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

DIVISION ORGANIQUE 19 – Finances

PROGRAMME 03 : BUDGET-COMPTABILITE-TRESORERIE

									EN MILLIERS EUR			
									CE		CL	
MOYENS BUDGÉTAIRES	**TIT.**	**D.O.**	**PROG.**	**Prog. WBFIN**	**A.B.**	**Compte budgétaire**	**Domaine fonctionnel**	**CE CL DP**	**2021**	**2022**	**2021**	**2022**
Frais relatifs à l'expertise financière et budgétaire	I	19	03	034	01 01 00	80100001	034.001	CE/ CL	2.000	2.000	2.000	2.000
Indemnités généralement quelconques dues au personnel	I	19	03	034	11 01 12	81112000	034.003	CE/ CL	507	524	507	524
Remboursement de traitements, allocations et indemnités du personnel du Service central de comptabilité (et de l'Inspection des Finances, ainsi que des cabinets ministériels dissous)	I	19	03	034	11 02 00	81100000	034.004	CE/ CL	826	854	826	854
Frais d'études, de relations publiques et de documentation du service central de comptabilité, ainsi que les dépenses des cabinets ministériels	I	19	03	034	12 01 11	81211000	034.005	CE/ CL	77	77	77	77
(Supprimé) Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats - ex PRG 12.02	I	19	03	034	12 02 11	81211000	034.006	CE/ CL	136	0	136	0
Frais d'études, de relations publiques et de documentation du Comité de monitoring	I	19	03	034	12 03 11	81211000	034.007	CE/ CL	50	50	50	50
(Modifié) Frais de fonctionnement (études, recherches, communication, …) dans le cadre du budget base zéro	I	19	03	034	12 04 11	81211000	034.012	CE/ CL	1.000	0	6.128	2.072
(Supprimé) Subvention en faveur d'actions participant au rayonnement de la Wallonie - ex PRG 12.02	I	19	03	034	33 01 00	83301000	034.008	CE/ CL	0	0	0	0
(Supprimé) Subvention en faveur d'actions participant au rayonnement de la Wallonie - administrations publiques locales - ex PRG 12.02	I	19	03	034	43 01 22	84322000	034.009	CE/ CL	0	0	0	0
Achat de biens meubles durables spécifiques au programme, y compris les achats patrimoniaux des cabinets ministériels dissous	II	19	03	034	74 06 22	87422000	034.010	CE/ CL	5	5	5	5
TOTAL									**4.601**	**3.510**	**9.729**	**5.582**

(*) Partie Cabinet dissous

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens

P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2021 : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2022 : moyens d'engagement prévus au budget 2022
MP 2021 : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2022 : moyens de paiement prévus au budget 2022

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Ce programme couvre les besoins pour les missions habituelles des départements du Budget et de la Trésorerie et de la Comptabilité (administrations de support appelées à travailler pour l'ensemble des services du GW, du moins en ce qui concerne le budget, de sa confection à son exécution et à la remise des comptes).
Les missions habituellement dévolues à ces départements peuvent être synthétisées comme suit : l'élaboration du budget en ce compris les reventilations et les ajustements, l'exécution du budget, le contrôle des dépenses, l'examen de l'encours, la comptabilisation des engagements et liquidations, l'inventaire et valorisation des actifs immobilisés et l'établissement des états financiers (bilan et compte de résultats) jusqu'à la préparation du décret portant approbation du compte général.
L'assistance de l'Inspection des Finances y est en outre intégrée.

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 01.01 – Frais relatifs à l'expertise financière et budgétaire
(Code SEC : 01.01.00)

- Base légale, décrétale et réglementaire : décret budgétaire

- Montant du crédit proposé : Engagement : 2.000 milliers EUR
  Liquidation : 2.000 milliers EUR

- Cet article a pour but de prendre en charge les frais relatifs à l'expertise financière et budgétaire.
  Les moyens seront en cours d'exercice transférés vers un (ou plusieurs) article(s) de base dont la codification SEC est adaptée à la nature de la dépense.

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	2000	2000	0	0	0	0
Totaux	**2000**	**2000**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée

A.B. 11.01 - Indemnités généralement quelconques dues au personnel
(Code SEC : 11.01.12)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le code de la fonction publique wallonne.
  - Arrêté du Gouvernement wallon de 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.
  - Arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques.
  - Loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **524** milliers EUR
  Liquidation : **524** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les frais de personnel pour les travaux du Comité de monitoring budgétaire de la Région.
  Ce crédit fait l'objet d'un article de base spécifique compte tenu de la spécificité du Comité de monitoring et les crédits sont dès lors transférés en cours d'année vers les crédits de la Fonction publique.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	524	524	0	0	0	0
Totaux	**524**	**524**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non règlementée.

AB 11.02 – Remboursement de traitements, allocations et indemnités du personnel du Service central de comptabilité (et de l'Inspection des Finances, ainsi que des cabinets ministériels dissous)
(Code SEC : 11.02.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Décret budgétaire.
  - Arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC.
  - Arrêté du Gouvernement wallon accordant une indemnité forfaitaire aux membres de l'Inspection des Finances mis à la disposition du Gouvernement wallon.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **854** milliers EUR
  Liquidation : **854** milliers EUR

  - Ce crédit est destiné à couvrir la charge des traitements, allocations et indemnités payés aux agents du Service central de comptabilité mais aussi depuis 2020 des indemnités aux membres de l'Inspection des Finances, ainsi que des cabinets ministériels dissous (pris en charge jusqu'à 2019 par l'AB 01.05 du même programme).

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	854	854	0	0	0	0
Totaux	**854**	**854**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.01 – Frais d'études, de relations publiques et de documentation du service central de comptabilité, ainsi que les dépenses des cabinets ministériels dissous
(Code SEC : 12.01.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Code civil (articles 1235, 1238, 1376, 1377).

- Montant du crédit proposé : Engagement : **77** milliers EUR
  Liquidation : **77** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les remboursements aux tiers de sommes indûment perçues par le Receveur général. Pour ce qui concerne les dépenses du Service central de comptabilité, les crédits sont inchangés par rapport à 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021, soit 125 milliers EUR, répartis entre cet AB (70 milliers EUR) et l'AB 11.02 (55 milliers EUR indexé).
  Pour ce qui concerne les dépenses relatives aux cabinets dissous, le montant a été calculé sur base des consommations réalisées en 2017 (3 années après une élection régionale) indexées et s'établit à 7 milliers EUR.

o Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	77	77	0	0	0	0
Totaux	77	77	0	0	0	0

o Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.02 – (Supprimé) Relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats
(Code SEC : 12.02.11)

o Base légale, décrétale ou réglementaire :
Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

o Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
Liquidation : **0** millier EUR

o Ce crédit ont été transférés sur le programme 19.01

o Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	0	0	0	0	0	0
Totaux	0	0	0	0	0	0

o Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.03 - Frais d'études, de relations publiques et de documentation du Comité de monitoring
(Code SEC : 12.03.11)

o Base légale, décrétale ou réglementaire :
Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

o Montant du crédit proposé : Engagement : **50** milliers EUR
Liquidation : **50** milliers EUR

o Ce crédit est destiné à la prise en charge de frais de documentation, frais de formation et participation à des séminaires, relations publiques et frais d'études dans le cadre des travaux du Comité de monitoring budgétaire de la Région wallonne.
Ce crédit fait l'objet d'un AB spécifique compte tenu de la spécificité du Comité de monitoring.

o Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	50	50	0	0	0	0
Totaux	50	50	0	0	0	0

o Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.04 - Frais de fonctionnement (études, recherches, communication, …) dans le cadre du Budget base zéro
(Code SEC : 12.04.11)

o Base légale, décrétale ou réglementaire :
Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

o Montant du crédit proposé : Engagement : **1.000** milliers EUR
Liquidation : **2.072** milliers EUR

o Ce crédit est destiné à la prise en charge de Frais de fonctionnement (études, recherches, communication, …) dans le cadre du budget base zéro.

o Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	1072	0	0	0	0
Crédits 2022	1000	1000	0	0	0	0
Totaux	**1000**	**2072**	0	0	0	0

o Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.05 - Frais d'analyse et d'expertise dans le cadre des missions du marché TVA
(Code SEC : 12.05.11)

o Base légale, décrétale ou réglementaire :
Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

o Montant du crédit proposé : Engagement : **0** milliers EUR
Liquidation : **0** milliers EUR

o Ce crédit est destiné à la prise en charge de Frais d'analyse et d'expertise dans le cadre des missions du marché TVA

o Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	0	0	0	0	0	0
Totaux	**0**	**0**	0	0	0	0

o Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 33.01 - Subvention en faveur d'actions participant au rayonnement de la Wallonie - ex PRG 12.02
(Code SEC : 33.01.00)

o Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire.

o Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
Liquidation : **0** millier EUR

o Ce crédit se rapporte à l'octroi de subsides pour l'organisation de manifestations qui participent au rayonnement de la Wallonie.

o Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	0	0	0	0	0	0
Totaux	0	0	0	0	0	0

o Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 43.01 - Subvention en faveur d'actions participant au rayonnement de la Wallonie - administrations publiques locales - ex PRG 12.02
(Code SEC : 43.01.02)

o Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire.

o Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
Liquidation : **0** millier EUR

o Ce crédit se rapporte à l'octroi de subsides pour l'organisation de manifestations qui participent au rayonnement de la Wallonie, au bénéfice d'administrations publiques locales.

o Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	0	0	0	0	0	0
Totaux	0	0	0	0	0	0

o Liquidation trésorerie : non réglementée

AB 74.06 – Achat de biens meubles durables spécifiques au programme, y compris les achats patrimoniaux des cabinets ministériels dissous
(Code SEC : 74 06 22)

o Base légale, décrétale ou réglementaire : Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.
o Montant du crédit proposé : Engagement : **5** milliers EUR
Liquidation : **5** milliers EUR

o Il n'est plus demandé de crédits concernant le Service central de comptabilité puisque les crédits ont été rassemblés au Département de la Gestion mobilière. Il doit par contre être prévu des crédits contenus avant 2020 à l'AB 01.05 désormais supprimé pour les cabinets dissous (5 milliers EUR).

Etant donné que l'AB ne prend en charge désormais que les dépenses relatives aux cabinets dissous, son intitulé a été modifié lors de l'élaboration du budget initial 2021.

o Dévolution des crédits, en milliers EUR :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	5	5	0	0	0	0
Totaux	5	5	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

DIVISION ORGANIQUE 19 – Finances

PROGRAMME 04 : GESTION DU TRESOR

Moyens budgétaires	Tit.	D.O.	Prog.	Prog. WBFIN	A.B.	Compte budgétaire	Domaine fonctionnel	CE CL DP	R I E P	En milliers EUR			
										MA		MP	
										2021	2022	2021	2022
(Modifié) Remboursements aux tiers de sommes indûment perçues par le Receveur général	I	19	04	035	12.01.11	81211000	035.001	CE/CL		50	50	50	50
(Supprimé) Relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats	I	19	04	035	12.02.11	81211000	035.002	CE/CL		40	-	40	-
Frais bancaires, chèques circulaires, assignations postales	I	19	04	035	12.04.11	81211000	035.003	CE/CL		1	1	1	1
Études, frais de consultance, frais de révisorat, frais divers de gestion de la dette	I	19	04	035	12.06.11	81211000	035.004	CE/CL		1.310	1.330	1.310	1.330
Frais relatifs à la mission de Conseil financier en gestion de la dette	I	19	04	035	12.08.11	81211000	035.005	CE/CL		0	200	126	200
Remboursement à la Communauté française (calcul définitif de la dotation)	I	19	04	035	45.02.24	84524000	035.006	CE/CL		0	0	0	0
Totaux										**1.401**	**1.581**	**1.527**	**1.581**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2021 : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2022 : moyens d'engagement prévus au budget 2022
MP 2021 : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2022 : moyens de paiement prévus au budget 2022

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Le programme 04 couvre les besoins pour les missions dévolues au Département du Budget et de la Trésorerie ainsi que de la Cellule de la dette.

On peut les synthétiser comme suit :

- paiement des dépenses ;
- perception des recettes transférées par l'État fédéral et celles générées par les activités des Administrations fonctionnelles ;
- perception, recouvrement et gestion du contentieux des taxes régionales ;
- gestion de la trésorerie à court, moyen et long terme et gestion de la dette directe et indirecte (en ce compris la centralisation financière des organismes d'intérêt publics wallons, instituée par les décrets du 19 décembre 2002) ;
- coordination des politiques d'emprunt et de trésorerie de la Wallonie et des organismes publics.

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 12.01 – (Modifié) Remboursements généralement quelconques de l'administration

(Code SEC 12.01.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Code civil (articles 1235, 1238, 1376, 1377).

- Montant du crédit proposé : Engagement : **50** milliers EUR
  Liquidation : **50** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les remboursements aux tiers de sommes indûment perçues par le Receveur général.

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours < 2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	50	50	0	0	0	0
Totaux	**50**	**50**	**0**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.02 – (Supprimé) Relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats

(Code SEC 12.02.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives :
  - à l'organisation de réunions et à la participation à des colloques dans le domaine de la gestion financière et comptable ;

- à l'organisation de roadshows ;
- à l'acquisition de documentation spécifique : Moniteur belge, Cahiers d'observations de la Cour des comptes et cahiers de la Banque Nationale de Belgique, Journal des tribunaux, documentation de la Trésorerie nationale, ...
- L'augmentation est liée aux frais qui seront engagés lors des roadshows pour préparer les émissions benchmark.

o Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours < 2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	0	0	0	0	0	0
Totaux	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

o Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.04 – Frais bancaires, chèques circulaires, assignations postales
(Code SEC 12.04.11)

o Base légale, décrétale ou réglementaire : Réglementation sur les opérations bancaires.

o Montant du crédit proposé : Engagement : **1** millier EUR
Liquidation : **1** millier EUR

o Ce crédit est destiné à couvrir les frais et/ou commissions relatifs à l'établissement, par des comptables, d'assignations postales, de chèques circulaires et de transferts vers ou en provenance de l'étranger. Il est destiné à supporter la charge de l'émission de chèques circulaires pour le Secrétariat général - Direction de la Gestion pécuniaire, le SPW BLTIC et l'ensemble des entités du SPW (ex-DGO).

o Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours < 2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	1	1	0	0	0	0
Totaux	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**

o Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.06 – Etudes, frais de consultance, frais de révisorat, frais divers de gestion de la dette
(Code SEC 12.06.11)

o Base légale, décrétale ou réglementaire : Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

o Montant du crédit proposé : Engagement : **1.330** milliers EUR
Liquidation : **1.330** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives :
    - au contrat de révisorat pour la gestion financière de la Cellule de la dette ;

- au contrat de "notation en qualité d'emprunteur" de la Région ;
- à la réalisation d'études financières spécifiques ;
- à l'acquisition de documentation financière spécifique ;
- à la consultation de bureaux d'avocats ;
- au programme EMTN approuvé le 2 mai 2012 (frais de mise à jour annuelle du programme, frais de domiciliation, frais de cotation, frais BNB, frais liés aux émissions benchmark, frais d'avocats…) ;
- aux logiciels d'informations économiques et financières.

avocats		30.00
rapport dette (traduction, …)		20.00
contrôle prudentiel		50.00
Moody's – frais de notation de la RW		150.00
Moody's - notation des émissions obligataires (1)		800.00
avocats EMTN (1)		80.00
Second Party Opinion Green, Social & Sustainability Bonds Framework		30.00
rapport annuel Emissions Durables		20.00
avocats Nouveau programme (ECP)		20.00
logiciels dette (Bloomberg, Reuters, EMMI)		60.00
logiciel financier		30.00
divers (traduction, …)		40.00
TOTAL		**1 330.00**

Sur base d'un montant de 3 milliards levé via les émissions benchmark

- Dévolution des crédits :

Engagements		**Paiements**				
		2022	**2023**	**2024**	**2025**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	1.330	1.330	0	0	0	0
Totaux	**1.330**	**1.330**	**0**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.08 – Frais relatifs à la mission de Conseil financier en gestion de la dette
(Code SEC 12.08.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **200** milliers EUR
  Liquidation : **200** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir le marché public de services pour la mission de Conseil financier en gestion de la dette.
  En 2022, inscription d'un crédit de 200 milliers EUR, pour la prestation du nouveau consultant (appel d'offres en cours. Attribution dans le courant le troisième trimestre 2021).

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours < 2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	200	200	0	0	0	0
Totaux	**200**	**200**	**0**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 45.02 – Remboursement à la Communauté française (calcul définitif de la dotation)
(Code SEC 45.02.24)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission Communautaire Française (article 7, § 8).

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Ce crédit est destiné au remboursement éventuel de moyens transférés à la Wallonie par la Fédération Wallonie-Bruxelles lors de l'exercice antérieur (après calcul définitif).
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours < 2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	0	0	0	0	0	0
Totaux	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

DIVISION ORGANIQUE 19 – Finances

PROGRAMME 05 : DETTES ET GARANTIES

									EN MILLIERS EUR			
									CE		CL	
MOYENS BUDGÉTAIRES	**TIT**	**DO**	**PROG**	**Prog. WBFIN**	**A.B.**	**Compte budg.**	**Domaine fonctionnel**	**CE CL DP**	**2021**	**2022**	**2021**	**2022**
Intérêts de la dette régionale consolidée non spécialement affectée, y compris les charges accessoires et intérêts dus dans le cadre de la gestion de la trésorerie	I	19	05	036	21 01 11	82111000	036.001	CE/ CL	329.190	284.064	329.190	284.064
Intérêts dus dans le cadre de la gestion de la trésorerie	I	19	05	036	21 02 10	82110000	036.002	CE/ CL	15.000	20.000	15.000	20.000
Intérêts débiteurs sur la partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques (calcul définitif)	I	19	05	036	21 03 30	82130000	036.003	CE/ CL	0	0	0	0
Intérêts débiteurs relatifs au préfinancement à 75% des opérateurs fragiles relevant de la compétence régionale dans le cadre du Fonds Social Européen (FSE)	I	19	05	036	21 05 30	82130000	036.004	CE/ CL	300	300	300	300
Intérêts d'emprunts de la Société wallonne des Distributions d'Eau	I	19	05	036	31 01 11	83111000	036.005	CE/ CL	1	1	1	1
Intérêts d'emprunts contractés dans le cadre de l'assainissement des communes à finances obérées en vertu de la convention du 30 juillet 1992 à verser au CRAC - ex PRG 12.07	I	19	05	036	41 01 40	84140000	036.007	CE/ CL	19.984	20.528	19.984	20.528
Annuités à verser au Fonds d'Amortissement des Dettes du Logement Social (FADELS) conformément à la Convention du 6 juillet 2004 établie en exécution de l'article 2 de l'accord du 16 décembre 2003 conclu entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative au règlement définitif des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social	I	19	05	036	45 01 40	84540000	036.008	CE/ CL	400	76	400	76
Exécution de garanties en faveur des sociétés patrimoniales wallonnes	I	19	05	036	45 02 24	84524000	036.006	CE/ CL	10.150	10.150	10.150	10.150
Transfert exceptionnel à destination de l'Etat fédéral	I	19	05	036	45 03 40	84540000	036.014	CE/ CL	0	0	0	0
Amortissement d'emprunts de la Société wallonne des Distributions d'Eau	II	19	05	036	51 01 21	85121000	036.009	CE/ CL	8	8	8	8
(Nouveau) Intérêts de la dette régionale consolidée non spécialement affectée, y compris les charges accessoires et intérêts dus dans le cadre de la gestion de la trésorerie -SWAP	II	19	05	036	81 01 70	88170000	036.013	CE/ CL	0	62.880	0	62.880
Amortissements FADELS	II	19	05	036	91 15 10	89110000	036.010	CE/ CL	80.000	80.000	80.000	80.000

									En milliers EUR			
									CE		CL	
Moyens budgétaires	**Tit**	**DO**	**Prog**	**Prog. WBFIN**	**A.B.**	**Compte budg.**	**Domaine fonctionnel**	**CE CL DP**	**2021**	**2022**	**2021**	**2022**
Amortissements d'emprunts de la Région wallonne	II	19	05	036	91 17 10	89110000	036.012	CE/ CL	761.693	799.634	761.693	799.634
TOTAL									**1.216.726**	**1.277.641**	**1.216.726**	**1.277.641**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2021 : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2022 : moyens d'engagement prévus au budget 2022
MP 2021 : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2022 : moyens de paiement prévus au budget 2022

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Ce programme vise essentiellement à couvrir le paiement des intérêts et des amortissements :

- de la dette directe régionale à long terme contractée en vue de couvrir les excédents des dépenses sur les recettes, excédents autorisés dans les limites du budget des recettes de la Wallonie ;
- de la partie de la dette directe résultant de la mise en œuvre des décrets-programmes du 18 décembre 2003 organisant la reprise par la Wallonie des emprunts de la dette indirecte contractés par des tiers et dont la Wallonie gère tout ou partie des charges ;
- de la dette directe régionale à court terme (inférieure à un an) contractée en vue de couvrir les déficits temporaires de trésorerie ;
- de la dette indirecte, composée essentiellement de la dette des Sociétés Publiques d'Administration des Bâtiments Scolaires, en exécution de garantie ;
- de la dette régionale résiduelle vis-à-vis du Fadels, échéant le 6 janvier 2025 au plus tard ;
- dus sur les moyens attribués perçus l'année précédente en vertu des dispositions de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions et du décret du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission Communautaire Française.

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 21.01 – Intérêts de la dette régionale consolidée non spécialement affectée, y compris les charges accessoires et intérêts dus dans le cadre de la gestion de la trésorerie

(Code SEC : 21.01.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Code civil (article 1134) et Titre X (articles 1874 et suivants).
  Décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation des trésoreries des UAP wallons.
  Décret programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de Pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la fonction publique.
  Décret programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé.

Arrêté du 23 juin 2005 relatif au transfert d'une partie de la dette indirecte vers la dette directe.
Arrêté du 23 juin 2005 relatif au transfert d'une partie de la dette indirecte résultant d'une matière dont l'exercice de la compétence a été attribué par la Communauté française à la Région wallonne en vertu du décret I du 8 juillet 1993 et du décret II du 22 juillet 1993.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **294.064** milliers EUR
  Liquidation : **294.064** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir le paiement des charges d'intérêts de la dette régionale directe (non spécialement affectée), y compris les charges accessoires, pour les emprunts contractés par la Wallonie et dont la durée est supérieure à un an, y compris la partie de la dette indirecte reprise en dette directe conformément aux décrets-programmes du 18 décembre 2003 et aux arrêtés du 23 juin 2005.
  Les crédits relatifs aux charges de la dette tiennent compte du contexte actuel sur les marchés financiers, et en fonction des données disponibles et des prévisions d'emprunts. Les hypothèses de taux retenus pour la partie empruntée à taux variable sont 1 %.

  En 2022, le crédit est porté à 356.944 milliers EUR.

Types d'emprunts	**Encours 31.12.2021**	**Charge d'intérêts 2022 estimée**
Emprunts effectifs (fixes et variables) pour lesquels le montant d'intérêts est connu	16.085.800	249.688
Emprunts effectifs (fixes et variables) pour lesquels le montant d'intérêts n'est pas connu (sur la base des taux futurs)	2.721.000	97.256
Marge de variation de taux et de rating		10.000
Total		**356.944**

  En vue de mettre en conformité les crédits budgétaires avec les montants déclarés à la Base Documentaire générale, les crédits relatifs aux SWAPS (62.880 milliers EUR) ont été reportés sur l'AB 81.01.70 « (Nouveau) Intérêts de la dette régionale consolidée non spécialement affectée, y compris les charges accessoires et intérêts dus dans le cadre de la gestion de la trésorerie -SWAP ».

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	294.064	294.064	0	0	0	0
Totaux	**294.064**	**294.064**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 21.02 - Intérêts dus dans le cadre de la gestion de la trésorerie
(Code SEC : 21.02.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Code civil (article 1134) et Titre X (articles 1874 et suivants).

- Montant du crédit proposé : Engagement : **20.000** milliers EUR
  Liquidation : **20.000** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les charges d'intérêts de la dette régionale à moins d'un an.
  La dette régionale à moins d'un an peut revêtir diverses formes auxquelles il est fait appel en fonction de la situation de caisse : recours à la ligne d'avance auprès du Caissier ; avances à terme fixe auprès du Caissier ;

avances à terme fixe auprès d'autres institutions financières ; émission de billets de trésorerie ; y compris les charges accessoires de la dette régionale, …

Cet article doit reprendre les intérêts créditeurs négatifs à payer sur le contrat caissier. Il est proposé d'inscrire un crédit de 20.000 milliers EUR, sur base du montant levé via les émissions benchmark courant 2022. Si nécessaire, une actualisation sera faite au premier feuilleton 2022 en fonction de l'évolution des taux d'intérêt.

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	20.000	20.000	0	0	0	0
Totaux	20.000	20.000	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 21.03 – Intérêts débiteurs sur la partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques (calcul définitif)
(Code SEC : 21.03.30)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

Convention du 20 septembre 1991 entre le Ministre des Finances, l'Exécutif de la Communauté flamande, l'Exécutif de la Communauté française, l'Exécutif de la Région wallonne, l'Exécutif de la Région Bruxelles-Capitale et l'Exécutif de la Communauté germanophone, prise en exécution de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions (article 54, § 1er, al. 3).

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les charges d'intérêts relatives au décompte définitif de la dotation antérieure.

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	0	0	0	0	0	0
Totaux	0	0	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : dès fixation des montants définitifs.

A.B. 21.05 – Intérêts débiteurs relatifs au préfinancement à 75% des opérateurs fragiles relevant de la compétence régionale dans le cadre du Fonds Social Européen (FSE)
(Code SEC : 21.05.30)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

Convention du 26 avril 2006 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Région wallonne, relative aux intérêts à assumer par la Région wallonne pour le préfinancement à 75 % des opérateurs "fragiles" émargeant au FSE et relevant de sa compétence.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **300** milliers EUR
  Liquidation : **300** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les charges d'intérêts à assumer par la Wallonie pour le préfinancement à 75 % des opérateurs "fragiles" émargeant au FSE et relevant de sa compétence, selon le mode de calcul défini dans la convention. Vu les taux d'intérêts actuels, il est laissé, à titre conservatoire, un montant de 300 milliers EUR (vu que rien n'a été exécuté en 2019 et 2020).

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	300.	300	0	0	0	0
Totaux	300	300	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 31.01 - Intérêts d'emprunts de la Société wallonne des Distributions d'Eau
(Code SEC : 31.01.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 décembre 1987 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne, aux investissements de la Société wallonne des Distributions d'Eau et aux souscriptions au capital de cette Société (MB du 9 mars 1988). Cet arrêté octroie à la SWDE un subside de 30 % et une participation en capital d'un tiers sur la base des investissements subsidiables effectués par cette société.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **1** millier EUR
  Liquidation : **1** millier EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir une partie des charges d'intérêts d'emprunts contractés directement par la SWDE en vue de financer les investissements qu'elle réalise en matière de restructuration et de rationalisation de la production et de la distribution d'eau par canalisation. Le montant des charges remboursées est calculé en fonction de la participation de la Wallonie dans le capital de la société. Les emprunts en cours arriveront à échéance au plus tard en 2023.
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	1	1	0	0	0	0
Totaux	1	1	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : selon le calendrier d'échéances.

A.B. 41.01 – Intérêts d'emprunts contractés dans le cadre de l'assainissement des communes à finances obérées en vertu de la convention du 30 juillet 1992 à verser au CRAC
(Code SEC : 41.01.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre Régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne (MB du 5 avril 1995).
  Convention Région - Dexia Banque, approuvée par le Gouvernement wallon le 30 juillet 1992, telle que modifiée par son avenant n° 16 du 15 juillet 2008.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **20.528** milliers EUR
  Liquidation : **20.528** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir partiellement les charges d'intérêts d'emprunts découlant de la convention conclue entre Dexia Banque et la Région wallonne en date du 30 juillet 1992 et ratifiée par le législateur en date du 23 mars 1995, telle que complétée par son avenant n° 16 du 15 juillet 2008. Pour rappel, l'avenant n° 16 à la convention du 30 juillet 2002 relative à la gestion du CRAC prévoit en son article 6 que "l'intervention annuelle de la Région est dorénavant fixée comme suit: (…) Intérêts d'emprunts contractés dans le cadre d'assainissement des communes à finances obérées en vertu de la convention du 30 juillet 1992 à verser au CRAC: 14.767.000,00 €, adaptés à partir de l'année de répartition 2009, au pourcentage d'évolution, lequel est majoré d'un pour cent à partir de 2010. (…) Le pourcentage d'évolution s'entend du taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année budgétaire concernée".

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	20.528	20.528	0	0	0	0
Totaux	20.528	20.528	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : selon les modalités prévues par la convention, telle que modifiée par l'avenant n°16.

A.B. 45.01 – Annuités à verser au Fonds d'Amortissement des Dettes du Logement Social (FADELS) conformément à la Convention du 6 juillet 2004 établie en exécution de l'article 2 de l'accord du 16 décembre 2003 conclu entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative au règlement définitif des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social
(Code SEC : 45.01.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Loi du 22 mars 1995 entérinant la convention du 1er juin 1994 conclue entre le Gouvernement fédéral, l'Exécutif flamand, l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Région bruxelloise.
  Accord du 16 décembre 2003 entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative au règlement définitif des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social.
  Arrêté royal du 23 décembre 2003 octroyant sans frais la garantie de l'Etat à des engagements des sociétés régionales du logement liés au remboursement, total ou partiel, par les sociétés régionales du logement, des dettes contractées par le Fonds d'Amortissement des Emprunts du Logement social.
  Convention du 6 juillet 2004 établie en exécution de l'article 2 de l'accord du 16 décembre 2003.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **76** milliers EUR
  Liquidation : **76** milliers EUR

- Le Comité de Concertation Gouvernement fédéral et Gouvernements des Communautés et des Régions du 16 décembre 2003 entérine l'opération Fadels consistant à transférer un montant de dettes inscrit au passif du Fadels (intégré dans la consolidation du Secteur S13) vers le passif des trois sociétés régionales de logement (non reprises dans le périmètre de consolidation du S13).
  Cet accord a été transcrit dans la Convention du 16 décembre 2003 entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale relative au règlement définit des dettes du passé et des charges qui y sont liées, en matière de logement social. Sur la base de cet accord, les trois sociétés régionales de logement ont remboursé anticipativement fin 2003 la majeure partie de leur dette envers le Fadels et le Fadels a inscrit une créance sur la Wallonie à concurrence du montant non remboursé par les sociétés régionales wallonnes du logement.

  Ce crédit est destiné à couvrir les charges (intérêts) relatives à cette dette régionale résiduelle échéant le 6 janvier 2025 au plus tard.

  Il est proposé d'inscrire pour 2022 un crédit de à 76 milliers EUR établi selon les termes de la convention du 6 juillet 2004 établie en exécution de l'article 2 de l'accord du 16 décembre 2003.

	Taux 21/04/2021	Spread	Marge variation	Nominal	Taux total	Prévision budget
FADELS	-0.476	0.200	0.300	310.209.799,91	0.024	**75.484,38**

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	100	100	0	0	0	0
Totaux	100	100	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : selon un calendrier d'échéances.

A.B. 45.02 – Exécution de garanties en faveur des sociétés patrimoniales wallonnes
(Code SEC : 45.02.24)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Décret du 9 décembre 1993 habilitant le Gouvernement wallon à accorder la garantie de la Région wallonne pour les emprunts contractés par les cinq Sociétés Wallonnes de droit public d'Administration des Bâtiments Scolaires de l'enseignement organisé par les Pouvoirs publics.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **10.150** milliers EUR
  Liquidation : **10.150** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir la garantie qui pourrait être mise en œuvre pour le paiement des intérêts échus pour les emprunts conclus en 1993 pour les SPABS. La hausse des crédits s'explique, comme à l'initial 2020, par la prise en compte du coût d'un swap conclu au début des années 2000 et ayant des répercussions à partir de 2018 sur le coût supporté par la Région wallonne.
  Il est proposé de demander l'inscription en 2022 d'un crédit de 10.150 milliers EUR, en tenant compte d'une marge de variation de taux de 1,5 % pour les emprunts des SPABS à taux variable (soit 150 milliers EUR).

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	10.150	10.150	0	0	0	0
Totaux	10.150	10.150	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 51.01 – Amortissement d'emprunts de la Société wallonne des Distributions d'Eau
(Code SEC : 51.01.21)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Arrêté de l'Exécutif de la Région wallonne du 28 décembre 1987 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne aux investissements de la Société wallonne des Distributions d'Eau et aux souscriptions au capital de cette Société (octroyant à la SWDE un subside de 30 % et une participation en capital (d'un tiers) sur la base des investissements subsidiables effectués par cette société) (MB du 9 mars 1988).

- Montant du crédit proposé : Engagement : **8** milliers EUR
  Liquidation : **8** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir une partie des charges d'amortissement des emprunts contractés directement par la SWDE en vue de financer les investissements qu'elle réalise en matière de restructuration et de rationalisation de la production et de la distribution d'eau par canalisation. Le montant des charges remboursées est calculé en fonction de la participation de la Wallonie dans le capital de la société. Les emprunts en cours arriveront à échéance au plus tard en 2023.
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	8	8	0	0	0	0
Totaux	8	8	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 81.01 – (Nouveau) Intérêts de la dette régionale consolidée non spécialement affectée, y compris les charges accessoires et intérêts dus dans le cadre de la gestion de la trésorerie -SWAP
(Code SEC : 81.01.70)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Code civil (article 1134) et Titre X (articles 1874 et suivants).
  Décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation des trésoreries des UAP wallons.
  Décret programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de Pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la fonction publique.
  Décret programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé.
  Arrêté du 23 juin 2005 relatif au transfert d'une partie de la dette indirecte vers la dette directe.
  Arrêté du 23 juin 2005 relatif au transfert d'une partie de la dette indirecte résultant d'une matière dont l'exercice de la compétence a été attribué par la Communauté française à la Région wallonne en vertu du décret I du 8 juillet 1993 et du décret II du 22 juillet 1993.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **62.880** milliers EUR
  Liquidation : **62.880** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir le paiement des charges d'intérêts de la dette régionale directe (non spécialement affectée), y compris les charges accessoires, pour les emprunts contractés par la Wallonie et dont la durée est supérieure à un an, partie SWAPS.
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	62.880	62.880	0	0	0	0
Totaux	62.880	62.880	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 91.15 – Amortissements FADELS
(Code SEC : 91.15.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Loi du 22 mars 1995 entérinant la convention du 1er juin 1994 conclue entre le Gouvernement fédéral, l'Exécutif flamand, l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Région bruxelloise.

Accord du 16 décembre 2003 entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative au règlement définitif des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social.
Arrêté royal du 23 décembre 2003 octroyant sans frais la garantie de l'Etat à des engagements des sociétés régionales du logement liés au remboursement, total ou partiel, par les sociétés régionales du logement, des dettes contractées par le Fonds d'Amortissement des Emprunts du Logement social.
Convention du 6 juillet 2004 établie en exécution de l'article 2 de l'accord du 16 décembre 2003.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **80.000** milliers EUR
  Liquidation : **80.000** milliers EUR

- L'emprunt "FADELS" vient à échéance le 6 janvier 2025. A cette date, la Région devra avoir procédé au remboursement d'un montant de 790.209 milliers EUR au Fédéral via l'emprunt. Le taux d'intérêt réclamé à la Région est Euribor 12 mois plus 20 bp.
  Un remboursement partiel ou total de ce montant avant l'échéance est possible (l'article 3 de la convention conclue entre le FADELS et la Région wallonne le 6 juillet 2004 prévoit que "la Région wallonne pourra à tout moment opérer sans indemnités de réemploi tout remboursement anticipé total ou partiel de sa créance moyennant un préavis d'un mois").

  Le Conseil Régional du Trésor, réuni le 26 janvier 2017, a confirmé son avis du 30 juin 2016 et a proposé au Ministre du Budget de rembourser anticipativement la dette du FADELS, chaque année, pendant une durée de 8 ans (2017 à 2024). Le montant des remboursements ultérieurs (2019 à 2024) seront fixés en fonction de l'échéancier de la dette régionale. Les objectifs de ce remboursement anticipé sont :

  - de lisser le remboursement de la dette du FADELS s'élevant à 790 millions EUR ;
  - d'éviter un pic de refinancement en 2025 (qui serait alors de minimum 1 milliard EUR auquel s'ajouteraient éventuellement 162 millions EUR correspondant aux emprunts prorogeables ainsi que la couverture des déficits budgétaires enregistrés à cette date) ;
  - de profiter des taux d'intérêt historiquement bas et de la situation favorable des marchés financiers.

  Pour 2022, il est proposé d'inscrire 80.000 milliers EUR pour le remboursement Fadels (voir Avis n°1 du Coret du 29/10/2020).

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	80.000	80.000	0	0	0	0
Totaux	80.000	80.000	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 91.17 – Amortissements d'emprunts de la Région wallonne
(Code SEC : 91.17.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **799.634** milliers EUR
  Liquidation : **799.634** milliers EUR

- Pour répondre à une remarque de la Cour des comptes, un nouvel article est créé pour prendre en considération l'imputation des emprunts de l'année qui est contrebalancé par une recette d'un montant identique (article 96.01.10 du budget des recettes).

Pour 2022, un crédit de 799.634 milliers EUR est prévu.

Le montant proposé sera à adapter en fonction de l'exercice éventuel par la banque de l'option de « LOBO » en décembre 2021 pour un montant de 85.000 milliers EUR

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	799.634	799.634	0	0	0	0
Totaux	799.634	799.634	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

DIVISION ORGANIQUE 19 – Finances

PROGRAMME 06 : FINANCE ET COMPTABILITE

									EN MILLIERS EUR			
									CE		CL	
MOYENS BUDGÉTAIRES	**TIT.**	**D.O.**	**PROG.**	**Prog. WBFIN**	**A.B.**	**Compte budgétaire**	**Domaine fonctionnel**	**CE CL DP**	**2021**	**2022**	**2021**	**2022**
Traitements, allocations et indemnités du personnel de la CIF	I	19	06	037	11 01 00	81100000	037.002	CE/ CL	1.822	1.884	1.822	1.884
Frais de fonctionnement de la Cellule d'informations financières (CIF)	I	19	06	037	12 01 11	81211000	037.003	CE/ CL	233	233	233	233
Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives, ...) pour l'Inspection des Finances (IF)	I	19	06	037	12 02 11	81211000	037.005	CE/ CL	10	10	10	10
Achat de biens meubles pour la CIF	II	19	06	037	74 01 22	87422000	037.004	CE/ CL	120	120	120	120
Achat de biens meubles durables et dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) pour l'Inspection des Finances (IF)	II	19	06	037	74 02 22	87422000	037.006	CE/ CL	25	25	25	25
TOTAL									**2.210**	**2.272**	**2.210**	**2.272**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2021 : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2022 : moyens d'engagement prévus au budget 2022
MP 2021 : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2022 : moyens de paiement prévus au budget 2022

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Ce programme permet le financement des missions de la Cellule d'informations financières du Gouvernement wallon (CIF). En effet, la CIF assure des missions récurrentes et ponctuelles d'analyse budgétaire, comptable et financière pour le Gouvernement wallon.
Elle dispose également d'une expertise en matière de PPP (partenariats public-privé). Son rôle est de conseiller et d'accompagner ainsi que de concevoir et mettre en œuvre des procédures et des outils de suivi.
Depuis 2014, la Cellule est en outre le point de contact unique de la Wallonie (dit single point of contact ou SPOC) vis-à-vis de l'ICN (Institut des Comptes Nationaux) pour la collecte des informations nécessaires à l'établissement du déficit et de l'endettement des administrations publiques. Dans ce cadre, elle est l'interlocuteur privilégié des entités reprises dans le secteur des administrations publiques de la Wallonie au sens du SEC 2010 (le système européen des comptes nationaux et régionaux).

La CIF s'est vu confier une mission de veille vis-à-vis de l'évolution des normes comptables publiques et privées. Dans ce cadre, elle suit les travaux de la Commission européenne relatifs au développement des normes EPSAS (European Public Sector Accounting Standards).
Enfin, la CIF a fusionné avec l'équipe interne du projet WALCOMFIN, relatif à la mise en œuvre de la nouvelle comptabilité publique. Elle collabore avec les Administrations du Budget de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles à l'achèvement du cadre normatif (les décrets et leurs arrêtés d'exécution).
La structure et les missions de la CIF ont été adaptées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005.
Ce programme permet également le financement les achats de biens meubles durables et les dépenses informatiques courantes et d'investissement pour l'Inspection des Finances.

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 11.01 – Traitements, allocations et indemnités du personnel de la CIF
(Code SEC : 11.01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005.
  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **1.884** milliers EUR
  Liquidation : **1.884** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à assurer le paiement des traitements, indemnités et allocations des agents de la Cellule d'informations financières.
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	1884	1884	0	0	0	0
Totaux	**1884**	**1884**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.01 – Frais de fonctionnement de la Cellule d'informations financières (CIF)
(Code SEC : 12.01.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005.
  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **233** milliers EUR
  Liquidation : **233** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses courantes de la CIF ainsi que les dépenses relatives aux contrats de service passés avec des consultants externes pour assister la CIF dans sa mission.
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	233	233	0	0	0	0
Totaux	**233**	**233**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.02 - Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives, ...) pour l'Inspection des Finances (IF)
(Code SEC : 12.02.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **10** milliers EUR
  Liquidation : **10** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses informatiques courantes spécifiques pour l'Inspection des Finances.
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	10	10	0	0	0	0
Totaux	**10**	**10**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 74.01 – Achat de biens meubles pour la CIF
(Code SEC : 74.01.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005.
  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **120** milliers EUR
  Liquidation : **120** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses à caractère patrimonial de la Cellule d'informations financières.
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	120	120	0	0	0	0
Totaux	**120**	**120**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 74.02 - Achat de biens meubles durables et dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) pour l'Inspection des Finances (IF)
(Code SEC : 74.02.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **25** milliers EUR
  Liquidation : **25** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les achats de biens meubles durables et dépenses informatiques d'investissement pour l'Inspection des Finances.
- Dévolution des crédits :

Engagements	Paiements

		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	25	25	0	0	0	0
Totaux	**25**	**25**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

DIVISION ORGANIQUE 19 – Finances

PROGRAMME 07 : GESTION DE LA CELLULE FISCALE

									EN MILLIERS EUR			
									CE		CL	
MOYENS BUDGÉTAIRES	**TIT.**	**D.O.**	**PROG.**	**Prog. WBFIN**	**A.B.**	**Compte budgétaire**	**Domaine fonctionnel**	**CE CL DP**	**2021**	**2022**	**2021**	**2022**
Indemnités et allocations Cellule fiscale de la Région wallonne	I	19	07	038	11 01 00	81100000	038.001		884	914	884	914
Frais de fonctionnement du Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie CFFW	I	19	07	038	12 03 11	81211000	038.002		14	14	14	14
Frais d'expertise, frais de procédure, honoraires d'avocats	I	19	07	038	12 04 11	81211000	038.003		121	121	121	121
Frais de fonctionnement de la Cellule fiscale chargée du suivi et de la mise en place des Accords de la Saint-Polycarpe	I	19	07	038	12 05 11	81211000	038.004		261	261	261	261
Etudes, prestations de services, relations publiques relatives à la communication en matière de fiscalité régionale	I	19	07	038	12 06 11	81211000	038.005		94	94	94	94
Remboursement de traitements du personnel de la Cellule fiscale	I	19	07	038	12 07 21	81221000	038.006		321	332	321	332
Achat de biens meubles durables pour la Cellule fiscale de la Région wallonne	II	19	07	038	74 05 22	87422000	038.007		30	30	30	30
TOTAL									**1.725**	**1.766**	**1.725**	**1.766**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2021 : moyens d'engagement de l'exercice en cours
MA 2022 : moyens d'engagement prévus au budget 2022
MP 2021 : moyens de paiement de l'exercice en cours
MP 2022 : moyens de paiement prévus au budget 2022

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Il s'agit des moyens nécessaires au fonctionnement de la Cellule Fiscale de la Wallonie.
Assistance à la Cellule fiscale créée pour assurer le suivi et la mise en place des dispositions fiscales de la loi spéciale de financement du 13 juillet 2001, ainsi que l'assistance au Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie chargé d'instruire toute demande du Gouvernement wallon en matière de réforme de la fiscalité régionale.

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 11.01 – Indemnités et allocations Cellule fiscale de la Région wallonne

(Code SEC : 11.01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions et arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **914** milliers EUR
  Liquidation : **914** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à honorer les salaires, indemnités et allocations des membres de la Cellule fiscale de la Wallonie.
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	914	914	0	0	0	0
Totaux	**914**	**914**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : mensuelle.

A.B. 12.03 – Frais de fonctionnement du Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie CFFW
(Code SEC : 12.03.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative.
  Loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions et arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne.
  AGW du 30 avril 2009.
  Décret du 22 juillet 2010 modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.
  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **14** milliers EUR
  Liquidation : **14** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses courantes du Conseil de la fiscalité et des finances de Wallonie, de la Commission wallonne des transactions immobilières (CWATI) et de leur secrétariat ainsi que les dépenses relatives aux contrats de consultants extérieurs dans le cadre des missions confiées aux deux organes.
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	14	14	0	0	0	0
Totaux	**14**	**14**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.04 – Frais d'expertise, frais de procédure, honoraires d'avocats
(Code SEC : 12.04.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions.
  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **121** milliers EUR
  Liquidation : **121** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à honorer les frais liés aux expertises, aux procédures et les honoraires d'avocats.
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	121	121	0	0	0	0
Totaux	**121**	**121**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.05 – Frais de fonctionnement de la Cellule fiscale chargée du suivi et de la mise en place des Accords de la Saint-Polycarpe
(Code SEC : 12.05.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions et arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne
  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **261** milliers EUR
  Liquidation : **261** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses de fonctionnement de la Cellule (documentation, marchés de services, nettoyage, DC membres CF, etc.).

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	261	261	0	0	0	0
Totaux	**261**	**261**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.06 – Etudes, prestations de services, relations publiques relatives à la communication en matière de fiscalité régionale
(Code SEC : 12.06.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions.
  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **94** milliers EUR
  Liquidation : **94** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses liées aux études et contrats de service passés avec des consultants externes pour assister la Cellule dans sa mission et aux dépenses liées à la communication en matière de fiscalité régionale.

- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	94	94	0	0	0	0
Totaux	**94**	**94**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.07 – Remboursement de traitements du personnel de la Cellule fiscale
(Code SEC : 12.07.21)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions et arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **321** milliers EUR
  Liquidation : **321** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les remboursements de traitements de 2 agents de la Cellule fiscale, détachés du SPF finances, car l'utilisation par une unité publique de personnel détaché est désormais assimilée à un achat de service.
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	321	321	0	0	0	0
Totaux	**321**	**321**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : mensuelle.

A.B. 74.05 – Achat de biens meubles durables pour la Cellule fiscale de la Région wallonne
(Code SEC : 74.05.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **30** milliers EUR
  Liquidation : **30** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses à caractère patrimonial de la cellule fiscale chargée du suivi et de la mise en place des dispositions fiscales de la loi spéciale de financement du 13 juillet 2001.
- Dévolution des crédits :

Engagements		Paiements				
		2022	2023	2024	2025	Exercices ultérieurs
Encours<2022	0	0	0	0	0	0
Crédits 2022	30	30	0	0	0	0
Totaux	**30**	**30**	0	0	0	0

- Liquidation trésorerie : mensuelle.

IV. Unité d'administration publique

IV.1. SOWAER (MD)

I. RECETTES

								en €
		AB						Budget initial 2022
Ministre	N° Prog	code éco 12	code éco 34	N° Ordre	SS N° Ordre	Code fonctionnel	Libellé	
								-
							PROGRAMME 01 - RECETTES GENERALES	57.370.000,00
								-
							Titre Ier RECETTES COURANTES	-
CR	01	46	10	01		04540	Dotation relative à la mise en oeuvre des mesures d'accompagnement et d'information	2.834.000,00
CR	01	46	10	02		04540	Dotation pour le service de la dette	0,00
CR	01	46	10	03		04540	Dotation exceptionnelle suite décision cour d'appel	20.000.000,00
CR	01	46	10	04		04540	Dotation sûreté LA	10.436.000,00
CR	01	46	10	05		04540	Dotation sûreté BSCA	17.839.000,00
CR	01	46	10	06		04540	Dotation missions sûreté complémentaire LA	2.206.000,00
CR	01	46	10	07		04540	Dotation missions sûreté complémentaire BSCA	4.055.000,00
							TOTAL RECETTES COURANTES	57.370.000,00
							Titre II RECETTES EN CAPITAL	
							TOTAL RECETTES EN CAPITAL	0,00
							Titre III PRODUITS D'EMPRUNTS	
							TOTAL PRODUITS D'EMPRUNTS	0,00
							PROGRAMME 02 - RECETTES SPECIFIQUES	7.388.500,00
								-
							Titre Ier RECETTES COURANTES	-
CR	02	16	12	01		04540	Loyer sur immeuble en patrimoine Liège	4.891.000,00
CR	02	16	12	02		04540	Loyer sur immeuble en patrimoine Charleroi	450.000,00
CR	02	08	10	01		04540	Produits exploitation Liège	0,00
CR	02	08	10	02		04540	Produits exploitation Charleroi	0,00
							TOTAL RECETTES COURANTES	5.341.000,00
CR	02	08	10	04		04540	Variation stock immeubles destinés à la vente	1.247.500,00
CR	02	76	12	01		04540	Vente de terrains Liège	505.000,00
CR	02	76	12	02		04540	Vente de terrains Charleroi	0,00
CR	02	76	32	01		04540	Vente d'immeubles Liège	140.000,00

CR	**02**	**76**	**32**	**02**		**04540**	Vente d'immeubles Charleroi	155.000,00
							TOTAL RECETTES EN CAPITAL	**2.047.500,00**
							Titre III PRODUITS D'EMPRUNTS	
							TOTAL PRODUITS D'EMPRUNTS	**0,00**
							TOTAL GENERAL DES RECETTES	**64.758.500,00**
							TOTAL Titre Ier RECETTES COURANTES	**62.711.000,00**
							TOTAL Titre II RECETTES EN CAPITAL	**2.047.500,00**
							TOTAL Titre III PRODUITS D'EMPRUNTS	**0,00**
							TOTAL GENERAL DES RECETTES	**64.758.500,00**
							TOTAL GENERAL DES RECETTES CODES 0,8,9	**1.247.500,00**
							TOTAL CODES 0X	1.247.500,00
							TOTAL CODES 8X	
							TOTAL CODES 9X	0,00
							RESULTAT SEC DES RECETTES	**63.511.000,00**

II DEPENSES

									en €
			AB						Budget initial 2022
Ministre	N° DO	N° Prog	code éco 12	code éco 34	N° Ordre	SS N° Ordre	Code fonctionnel	Libellé	
								PROGRAMME 01 dépenses fonctionnelles	**6.216.742,97**
								Titre Ier DEPENSES COURANTES	-
CR		01	12	11	01		04540	Honoraires réviseurs	0,00
CR		01	41	40	01		04540	Rémunération de la SOWAER OS	5.928.662,97
CR		01	12	11	02		04540	Rétribution de tiers - honoraires	12.000,00
								TOTAL DEPENSES COURANTES	**5.940.662,97**
								Titre II DEPENSES EN CAPITAL	
CR		01	74	22	01		04540	Développement DIAPASON	20.000,00
CR		01	74	22	02		04540	Développement spécifiques soft ESRI	5.000,00
CR		01	74	22	03		04540	Licences ESRI	17.485,00
CR		01	74	22	04		04540	Licences ORACLE	1.820,00
CR		01	74	22	05		04540	Investissements (sonomètres & informatique)	231.775,00
								TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**276.080,00**
								PROGRAMMES 02 Dépenses opérationnelles Liège	**39.410.742,55**
								Titre Ier DEPENSES COURANTES	-
CR		02	12	11	01		04540	Frais cellule entretien	234.000,00
CR		02	12	11	02		04540	Rétributions de tiers - honoraires	51.125,00
CR		02	12	11	03		04540	Charges d'exploitation diverses (hors taxes)	0,00
CR		02	12	11	04		04540	Energie, services et fournitures diverses	60.161,55
CR		02	12	11	05		04540	Missions de sûreté LA	10.436.000,00
CR		02	12	11	06		04540	Missions de sûreté complémentaires LA	2.206.000,00
CR		02	21	10	01		04540	Intérêt sur la dette Ecetia (non SWAP)	0,00
CR		02	34	41	01		04540	Prise en charge indemnités riverains Liège	20.000.000,00
CR		02	43	53	01		04540	Frais de gestion Ecetia	0,00
								TOTAL DEPENSES COURANTES	**32.987.286,55**
								Titre II DEPENSES EN CAPITAL	
CR		02	53	10	01		04540	Primes forfaitaires Liège (Travaux insonorisations)	712.000,00
CR		02	71	12	01		04540	Achat de terrains	300.000,00
CR		02	71	32	01		04540	Achat de bâtiments	638.000,00
CR		02	71	32	02		04540	Achat d'immeubles destinés à la vente	60.000,00
CR		02	72	00	01		04540	Travaux d'insonorisation Liège	1.349.575,00
CR		02	72	00	02		04540	Frais de démolition d'immeubles Liège	802.945,00
CR		02	72	00	03		04540	Travaux sur bâtiments en propriété	2.469.464,00

CR		**02**	**72**	**00**	**04**		**04540**	Estimateurs Liège	91.472,00
CR		**02**	**81**	**70**	**01**		**04540**	Intérêt sur la dette Ecetia (SWAP)	0,00
CR		**02**	**91**	**30**	**01**		**04540**	Remboursement de la dette Ecetia	0,00
								TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**6.423.456,00**
								PROGRAMMES 03 Dépenses opérationnelles Charleroi	**24.180.414,72**
								Titre Ier DEPENSES COURANTES	-
CR		**03**	**12**	**11**	**01**		**04540**	Rétributions de tiers - honoraires	17.900,00
CR		**03**	**12**	**11**	**02**		**04540**	Frais de gestion Igretec	0,00
CR		**03**	**12**	**11**	**03**		**04540**	Energie, services et fournitures diverses	5.014,72
CR		**03**	**12**	**11**	**04**		**04540**	Missions de sûreté BSCA	17.839.000,00
CR		**03**	**12**	**11**	**05**		**04540**	Missions de sûreté complémentaires BSCA	4.055.000,00
CR		**03**	**21**	**10**	**01**		**04540**	Intérêt sur la dette Igretec (non SWAP)	0,00
								TOTAL DEPENSES COURANTES	**21.916.914,72**
								Titre II DEPENSES EN CAPITAL	
CR		**03**	**53**	**10**	**01**		**04540**	Primes forfaitaires Charleroi (Travaux insonorisations)	171.500,00
CR		**03**	**71**	**12**	**01**		**04540**	Achat de terrains	0,00
CR		**03**	**71**	**32**	**01**		**04540**	Achat de bâtiments	1.176.000,00
CR		**03**	**72**	**00**	**01**		**04540**	Travaux d'insonorisation Charleroi	255.000,00
CR		**03**	**72**	**00**	**02**		**04540**	Frais de démolition d'immeubles Charleroi	90.000,00
CR		**03**	**72**	**00**	**03**		**04540**	Travaux sur bâtiments en propriété	571.000,00
CR		**03**	**72**	**00**	**04**		**04540**	Estimateur Charleroi	0,00
CR		**03**	**81**	**70**	**01**		**04540**	Intérêt sur la dette Igretec (SWAP)	0,00
CR		**03**	**91**	**10**	**01**		**04540**	Remboursement de la dette Igretec	0,00
								TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**2.263.500,00**
								PROGRAMMES 04 Dépenses opérationnelles communes	**970.435,00**
								Titre Ier DEPENSES COURANTES	-
CR		**04**	**12**	**11**	**01**		**04540**	Honoraires d'avocats	107.500,00
CR		**04**	**12**	**11**	**02**		**04540**	Contrats maintenance ACSOFT - ATECH	145.927,00
CR		**04**	**12**	**11**	**03**		**04540**	Frais d'étude	60.000,00
CR		**04**	**12**	**11**	**04**		**04540**	Mesures sonomètres ponctuelles	72.600,00
CR		**04**	**12**	**11**	**05**		**04540**	Divers (relocalisation éventuelle sono + rép)	50.000,00
CR		**04**	**12**	**11**	**06**		**04540**	Frais d'experts et architectes	56.500,00
CR		**04**	**12**	**11**	**07**		**04540**	Principe d'égalité	464.640,00
		04	**12**	**11**	**08**		**04540**	Frais de communication	0,00
CR		**04**	**21**	**10**	**01**		**04540**	Charges financières emprunts consolidés (non SWAP)	0,00
CR		**04**	**21**	**10**	**02**		**04540**	Charges financieres diverses	200,00
CR		**04**	**33**	**00**	**01**		**04540**	Paiement redevance riverains sonomètres	13.068,00
								TOTAL DEPENSES COURANTES	**970.435,00**
								Titre II DEPENSES EN CAPITAL	

CR		**04**	**91**	**10**	**01**		**04540**	Remboursement de la dette consolidée	0,00
								TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**0,00**
								TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**70.778.335,25**
								TOTAL Titre Ier DEPENSES COURANTES	**61.815.299,25**
								TOTAL Titre II DEPENSES EN CAPITAL	**8.963.036,00**
								TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**70.778.335,25**
								TOTAL GENERAL DES DEPENSES CODES 0,8,9	**0,00**
								TOTAL CODES 0X	
								TOTAL CODES 8X	0,00
								TOTAL CODES 9X	0,00
								RESULTAT SEC DEPENSES	**70.778.335,25**

IV.2. SOWAER (OS)

I. RECETTES

								en €
		AB						Budget initial
Ministre	N° Prog	code éco 12	code éco 34	N° Ordre	SS N° Ordre	Code fonctionnel	Libellé	
								-
							PROGRAMME 01 - RECETTES GENERALES	**25.944.024,97**
							Titre Ier RECETTES COURANTES	-
CR	01	16	11	02		04540	Prestations diverses	1.000,00
CR	01	16	11	03		04540	Vente de cahiers des charges	0,00
CR	01	16	11	05		04540	Divers	100.000,00
CR	01	26	10	01		04540	Produit des placements	0,00
CR	01	26	10	02		04540	Produits financiers divers	5.000,00
CR	01	28	20	01		04540	Dividendes perçus	538.303,50
CR	01	46	40	01		04540	Refacturation des frais pris en charge MD	4.899.721,47
							TOTAL RECETTES COURANTES	**5.544.024,97**
							Titre II RECETTES EN CAPITAL	
CR	01	46	10	01		04540	Augmentation de capital	400.000,00
CR	01	77	20	01		04540	Ventes de matériel	0,00
							TOTAL RECETTES EN CAPITAL	**400.000,00**
							Titre III PRODUITS D'EMPRUNTS	
CR	01	96	10	01		04540	Nouveaux emprunts	20.000.000,00
							TOTAL PRODUITS D'EMPRUNTS	**20.000.000,00**
							PROGRAMME 02 - RECETTES SPECIFIQUES LA	**25.067.964,03**
							Titre Ier RECETTES COURANTES	-
CR	02	03	10	01		04540	Subside en capital	159.368,00
CR	02	16	11	01		04540	Concession LA (Partie variable)	2.100.000,00
CR	02	16	11	02		04540	Concession LA (Partie fixe)	11.794.000,00
CR	02	16	11	03		04540	Extension concession LA	72.652,17
CR	02	16	11	04		04540	Management fees	73.546,92
CR	02	16	11	05		04540	Refacturation précompte immobilier	870.798,50
CR	02	16	11	06		04540	Redevance complément. LA nouveaux invest.	1.490.209,47
CR	02	26	10	01		04540	Leasing LA	507.388,98
CR	02	46	10	01		04540	Dotation sûreté	0,00
CR	02	46	10	02		04540	Dotation missions sûreté complémentaire LA	0,00
							TOTAL RECETTES COURANTES	**17.067.964,03**

							Titre II RECETTES EN CAPITAL	
CR	**02**	**76**	**32**	**01**		**04540**	Ventes des actifs	8.000.000,00
							Intérêts sur tsft d'actifs LA	0,00
							TOTAL RECETTES EN CAPITAL	**8.000.000,00**
							Titre III PRODUITS D'EMPRUNTS	
							TOTAL PRODUITS D'EMPRUNTS	**0,00**
							PROGRAMME 03 - RECETTES SPECIFIQUES BSCA	**18.028.042,48**
							Titre Ier RECETTES COURANTES	-
CR	**03**	**16**	**11**	**01**		**04540**	Concession BSCA (Partie variable)	15.945.000,00
CR	**03**	**16**	**11**	**02**		**04540**	Concession BSCA facturation complémentaire 2014/2015	
CR	**03**	**16**	**11**	**03**		**04540**	Concession BSCA (Partie fixe)	0,00
CR	**03**	**16**	**11**	**04**		**04540**	Redevance complémentaire BSCA (Parking)	1.106.288,96
CR	**03**	**16**	**11**	**05**		**04540**	Extension concession BSCA	15.621,61
CR	**03**	**16**	**11**	**06**		**04540**	Refacturation précompte immobilier	697.728,45
CR	**03**	**26**	**10**	**01**		**04540**	Leasing BSCA	210.531,46
CR	**03**	**46**	**10**	**01**		**04540**	Dotation sûreté	0,00
CR	**03**	**46**	**10**	**02**		**04540**	Dotation missions sûreté complémentaire BSCA	0,00
							TOTAL RECETTES COURANTES	**17.975.170,48**
							Titre II RECETTES EN CAPITAL	
CR	**03**	**76**	**32**	**01**		**04540**	Ventes des actifs	0,00
							Intérêts sur tsft d'actifs BSCA	0,00
CR	**03**	**26**	**10**	**02**		**04540**	Intérêts sur moratoire redevances	52.872,00
							TOTAL RECETTES EN CAPITAL	**52.872,00**
							Titre III PRODUITS D'EMPRUNTS	
							TOTAL PRODUITS D'EMPRUNTS	**0,00**
							PROGRAMME 04 - RECETTES SPECIFIQUES Aérodromes	**23.434,00**
							Titre Ier RECETTES COURANTES	-
CR	**04**	**03**	**10**	**01**		**04540**	Subside en capital	8.434,00
CR	**04**	**16**	**11**	**01**		**04540**	Droit d'usage aérodromes	15.000,00
CR	**04**	**16**	**11**	**02**		**04540**	Refacturation précompte immobilier	0,00
CR	**04**	**16**	**11**	**03**		**04540**	Refacturation divers	0,00
							TOTAL RECETTES COURANTES	**23.434,00**
							Titre II RECETTES EN CAPITAL	

							TOTAL RECETTES EN CAPITAL	**0,00**
							Titre III PRODUITS D'EMPRUNTS	
							TOTAL PRODUITS D'EMPRUNTS	**0,00**
							PROGRAMME 05 - RECETTES SPECIFIQUES Zones économiques	**38.997.753,87**
							Titre Ier RECETTES COURANTES	-
							TOTAL RECETTES COURANTES	**0,00**
							Titre II RECETTES EN CAPITAL	
CR	**05**	**03**	**10**	**01**		**04540**	Variation stock terrains zones économiques	0,00
CR	**05**	**66**	**11**	**01**		**04540**	Subsides zones économiques	11.586.678,21
CR	**05**	**66**	**11**	**02**		**04540**	Subsides zones économiques non encaissés	
CR	**05**	**66**	**41**	**01**		**04540**	Subsides Sowafinal	
CR	**05**	**66**	**41**	**02**		**04540**	Subsides Sowafinal non encaissés	
CR	**05**	**76**	**12**	**01**		**04540**	Baux emphythéotiques terrains en zones économiques	27.411.075,66
							TOTAL RECETTES EN CAPITAL	**38.997.753,87**
							Titre III PRODUITS D'EMPRUNTS	
							TOTAL PRODUITS D'EMPRUNTS	**0,00**
							TOTAL GENERAL DES RECETTES	**108.061.219,35**
							TOTAL Titre Ier RECETTES COURANTES	**40.610.593,48**
							TOTAL Titre II RECETTES EN CAPITAL	**47.450.625,87**
							TOTAL Titre III PRODUITS D'EMPRUNTS	**20.000.000,00**
							TOTAL GENERAL DES RECETTES	**108.061.219,35**
							TOTAL GENERAL DES RECETTES CODES 0,8,9	**20.167.802,00**
							TOTAL CODES 0X	167.802,00
							TOTAL CODES 8X	
							TOTAL CODES 9X	20.000.000,00
							RESULTAT SEC DES RECETTES	**87.893.417,35**

II DEPENSES

									en €
			AB						Budget initial
Ministre	N° DO	N° Prog	code éco 12	code éco 34	N° Ordre	SS N° Ordre	Code fonctionnel	Libellé	
								PROGRAMME 01 Dépenses de fonctionnement	**43.177.337,92**
									-
								Titre Ier DEPENSES COURANTES	-
CR		01	03	10	01		04540	Amortissements, réductions de valeur et prov. pour risques et charges	32.896.471,13
CR		01	03	10	02		04540	Dotation - utilisation provision PV et PFA	-
CR		01	11	11	01		04540	Rémunérations, charges sociales et pensions OS	2.167.369,67
CR		01	11	11	02		04540	Rémunérations, charges sociales et pensions MD	888.414,47
CR		01	11	11	03		04540	Rémunérations, charges sociales et pensions personnel détaché	127.980,67
CR		01	12	11	01		04540	Entretien et réparations bâtiments	25.000,00
CR		01	12	11	02		04540	Entretien et réparations voiture	22.986,60
CR		01	12	11	03		04540	Energie, services et fournitures diverses	223.236,00
CR		01	12	11	04		04540	Frais de gestion - services extérieurs	37.192,00
CR		01	12	11	05		04540	Assurance - autres que pour le personnel	101.950,00
CR		01	12	11	06		04540	Rétributions de tiers - honoraires	334.000,00
CR		01	12	11	07		04540	Personnel intérimaire	30.000,00
CR		01	12	11	08		04540	Rémunération administrateurs	115.532,80
CR		01	12	11	09		04540	Formation des administrateurs	5.000,00
CR		01	12	11	10		04540	Frais de télécommunication, de déplacement et de promotion	102.300,00
CR		01	12	11	11		04540	Frais financiers divers	50.000,00
CR		01	12	11	12		04540	Leasing voiture	100.000,00
		01	12	11	13		04540	Charges financières leasings voitures	20.000,00
CR		01	12	11	14		04540	Charges d'exploitation diverses (hors taxes)	0,00
CR		01	12	12	01		04540	Location bâtiment + charges locatives	316.000,16
CR		01	12	50	01		04540	Précompte immobilier	19.900,00
CR		01	12	50	02		04540	Taxes circulation	3.500,00
CR		01	12	50	03		04540	Impôts	901.264,08
CR		01	12	50	04		04540	Charges d'exploitation diverses (taxes)	5.000,00
CR		01	21	10	01		04540	Charge d'emprunts (hors SWAP)	3.077.083,34
								TOTAL DEPENSES COURANTES	**41.570.180,92**
								Titre II DEPENSES EN CAPITAL	
CR		01	74	22	01		04540	Investissements	750.000,00
CR		01	81	70	01		04540	Charge d'emprunts (SWAP)	857.157,00
CR		01	91	10	01		04540	Remboursement d'emprunt	0,00
								TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**1.607.157,00**
								PROGRAMME 02 Dépenses opérationnelles Liège	**21.039.664,38**

									-
								Titre Ier DEPENSES COURANTES	-
CR		**02**	**03**	**10**	**01**		**04540**	Dotation utilisation provision PV et PFA	-
CR		**02**	**11**	**11**	**01**		**04540**	Rémunérations, charges sociales et pensions Environnement Liège	1.872.223,40
CR		**02**	**12**	**11**	**01**		**04540**	Entretien et réparations bâtiments	40.000,00
CR		**02**	**12**	**11**	**02**		**04540**	Entretien et réparations voiture	10.215,69
CR		**02**	**12**	**11**	**03**		**04540**	Energie, services et fournitures diverses	118.247,00
CR		**02**	**12**	**11**	**04**		**04540**	Frais de gestion - services extérieurs	35.548,00
CR		**02**	**12**	**11**	**05**		**04540**	Assurance - autres que pour le personnel	0,00
CR		**02**	**12**	**11**	**06**		**04540**	Rétributions de tiers - honoraires	8.100,00
CR		**02**	**12**	**11**	**07**		**04540**	Personnel intérimaire	30.000,00
CR		**02**	**12**	**11**	**08**		**04540**	Frais de télécommunication, de déplacement et de promotion	47.900,00
CR		**02**	**12**	**11**	**09**		**04540**	Missions de sûreté	0,00
CR		**02**	**12**	**11**	**10**		**04540**	Missions de sûreté complémentaires LA	0,00
CR		**02**	**12**	**11**	**11**		**04540**	Leasing voiture	17.000,00
		02	**12**	**11**	**12**		**04540**	Intérêts intercalaires Belgocontrol	0,00
CR		**02**	**12**	**12**	**01**		**04540**	Location bâtiment + charges locatives	496.451,68
CR		**02**	**12**	**50**	**01**		**04540**	Précompte immobilier	916.630,00
CR		**02**	**12**	**50**	**02**		**04540**	Taxes circulation	1.000,00
CR		**02**	**12**	**50**	**03**		**04540**	Charges d'exploitation diverses (taxes)	0,00
								TOTAL DEPENSES COURANTES	**3.593.315,77**
								Titre II DEPENSES EN CAPITAL	
CR		**02**	**74**	**22**	**01**		**04540**	Investissements	12.846.121,00
CR		**02**	**74**	**22**	**02**		**04540**	Frais d'entretien des infrastructures	470.000,00
CR		**02**	**74**	**22**	**03**		**04540**	Prise en charge investissements Belgocontrol	757.244,94
CR		**02**	**74**	**22**	**04**		**04540**	Travaux divers aéroports	3.372.982,67
								TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**17.446.348,61**
								PROGRAMME 03 Dépenses opérationnelles Charleroi	**22.128.851,35**
									-
								Titre Ier DEPENSES COURANTES	-
CR		**03**	**03**	**10**	**01**		**04540**	Dotation utilisation provision PV et PFA	-
CR		**03**	**11**	**11**	**01**		**04540**	Rémunérations, charges sociales et pensions Environnement Charleroi	916.995,97
CR		**03**	**12**	**11**	**01**		**04540**	Entretien et réparations bâtiments	10.000,00
CR		**03**	**12**	**11**	**02**		**04540**	Entretien et réparations voiture	5.108,36
CR		**03**	**12**	**11**	**03**		**04540**	Energie, services et fournitures diverses	53.418,00
CR		**03**	**12**	**11**	**04**		**04540**	Frais de gestion - services extérieurs	17.260,00
CR		**03**	**12**	**11**	**05**		**04540**	Assurance - autres que pour le personnel	0,00
CR		**03**	**12**	**11**	**06**		**04540**	Rétributions de tiers - honoraires	7.100,00
CR		**03**	**12**	**11**	**07**		**04540**	Personnel intérimaire	15.000,00
CR		**03**	**12**	**11**	**08**		**04540**	Frais de télécommunication, de déplacement et de promotion	21.400,00
CR		**03**	**12**	**11**	**09**		**04540**	Missions de sûreté	0,00
CR		**03**	**12**	**11**	**10**		**04540**	Missions de sûreté complémentaires BSCA	0,00
CR		**03**	**12**	**11**	**11**		**04540**	Leasing voiture	10.000,00

CR		**03**	**12**	**11**	**12**		**04540**	Charges d'exploitation diverses (taxes)	0,00
		03	**12**	**11**	**13**		**04540**	Intérêts intercalaires Belgocontrol	0,00
CR		**03**	**12**	**12**	**01**		**04540**	Location bâtiment + charges locatives	137.592,80
CR		**03**	**12**	**50**	**01**		**04540**	Précompte immobilier	734.451,00
CR		**03**	**12**	**50**	**02**		**04540**	Taxes circulation	500,00
								TOTAL DEPENSES COURANTES	**1.928.826,13**
								Titre II DEPENSES EN CAPITAL	
CR		**03**	**74**	**22**	**01**		**04540**	Investissements	17.725.897,85
CR		**03**	**74**	**22**	**02**		**04540**	Frais d'entretien des infrastructures	470.000,00
CR		**03**	**74**	**22**	**03**		**04540**	Travaux divers aéroports	573.252,00
		03	**74**	**22**	**04**		**04540**	Prise en charge investissements Belgocontrol	1.430.875,37
								TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**20.200.025,22**
								PROGRAMME 04 Dépenses opérationnelles Aérodromes	**1.668.968,00**
								Titre Ier DEPENSES COURANTES	-
CR		**04**	**12**	**11**	**01**		**04540**	Assurance - autres que pour le personnel	3.863,00
CR		**04**	**12**	**11**	**02**		**04540**	Rétributions de tiers - honoraires	15.000,00
		04	**12**	**50**	**01**		**04540**	Précompte immobilier	16.020,00
CR		**04**	**24**	**20**	**01**		**04540**	Bail emphiytéotique	9.085,00
								TOTAL DEPENSES COURANTES	**43.968,00**
								Titre II DEPENSES EN CAPITAL	
CR		**04**	**74**	**22**	**01**		**04540**	Investissements	1.565.000,00
CR		**04**	**74**	**22**	**02**		**04540**	Frais d'entretien des infrastructures	60.000,00
								TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**1.625.000,00**
								PROGRAMME 05 Dépenses opérationnelles Zones économiques	**14.572.111,65**
								Titre Ier DEPENSES COURANTES	-
CR		**05**	**03**	**10**	**01**		**04540**	Dotation utilisation provision PV et PFA	-
CR		**05**	**11**	**11**	**01**		**04540**	Rémunérations, charges sociales et pensions	488.133,65
CR		**05**	**12**	**11**	**01**		**04540**	Rétribution de tiers	13.500,00
								TOTAL DEPENSES COURANTES	**501.633,65**
								Titre II DEPENSES EN CAPITAL	
CR		**05**	**71**	**12**	**01**		**04540**	Achat de terrains	615.000,00
CR		**05**	**72**	**00**	**01**		**04540**	Travaux	9.813.539,80
CR		**05**	**72**	**00**	**02**		**04540**	Etudes	3.225.995,20
CR		**05**	**72**	**00**	**03**		**04540**	Frais de commercialisation des zones économiques	0,00
CR		**05**	**72**	**00**	**04**		**04540**	Charges d'entretien	415.943,00
CR		**05**	**72**	**00**	**05**		**04540**	Divers	0,00
								TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**14.070.478,00**

								TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**102.586.933,30**
								TOTAL Titre Ier DEPENSES COURANTES	**47.637.924,47**
								TOTAL Titre II DEPENSES EN CAPITAL	**54.949.008,83**
								TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**102.586.933,30**
								TOTAL GENERAL DES DEPENSES CODES 0,8,9	**33.753.628,13**
								TOTAL CODES 0X	32.896.471,13
								TOTAL CODES 8X	857.157,00
								TOTAL CODES 9X	0,00
								RESULTAT SEC DEPENSES	**68.833.305,17**

IV.3. Triage Lavoir du Centre

I. RECETTES

								en €
		AB						**Budget initial**
Ministre	**N° Prog**	**code éco 12**	**code éco 34**	**N° Ordre**	**SS N° Ordre**	**Code fonctionnel**	**Libellé**	
								-
							PROGRAMME 01 - RECETTES GENERALES	**0,00**
							Titre Ier RECETTES COURANTES	- -
CR	01	46	10	01		08520	Subvention RW	0,00
CR	01	16	11	01		08520	Chiffre d'affaires	0,00
							TOTAL RECETTES COURANTES	**0,00**
							Titre II RECETTES EN CAPITAL	
CR	01	76	31	01		08520	Cessions terrains et constructions	0,00
							TOTAL RECETTES EN CAPITAL	**0,00**
							Titre III PRODUITS D'EMPRUNTS	
							TOTAL PRODUITS D'EMPRUNTS	**0,00**
							TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**
							TOTAL Titre Ier RECETTES COURANTES	**0,00**
							TOTAL Titre II RECETTES EN CAPITAL	**0,00**
							TOTAL Titre III PRODUITS D'EMPRUNTS	**0,00**
							TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**
							TOTAL GENERAL DES RECETTES CODES 0,8,9	**0,00**
							TOTAL CODES 0X	
							TOTAL CODES 8X	
							TOTAL CODES 9X	0,00
							RESULTAT SEC DES RECETTES	**0,00**

II DEPENSES

									en €
			AB						Budget initial
Ministre	N° DO	N° Prog	code éco 12	code éco 34	N° Ordre	SS N° Ordre	Code fonctionnel	Libellé	
								PROGRAMME 01	**253.720,00**
								Titre Ier DEPENSES COURANTES	- -
CR		01	12	11	01		08520	Services et biens divers	92.800,00
CR		01	12	50	01		08520	Taxes	1.000,00
CR		01	21	10	01		08520	Charges d'intérêt de la dette publique en euros	159.920,00
								TOTAL DEPENSES COURANTES	**253.720,00**
								Titre II DEPENSES EN CAPITAL	
CR		01	72	00	01		08520	Achats Constructions et Bâtiments	
								TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**0,00**
								TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**253.720,00**
								TOTAL Titre Ier DEPENSES COURANTES	**253.720,00**
								TOTAL Titre II DEPENSES EN CAPITAL	**0,00**
								TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**253.720,00**
								TOTAL GENERAL DES DEPENSES CODES 0,8,9	**0,00**
								TOTAL CODES 0X	
								TOTAL CODES 8X	
								TOTAL CODES 9X	
								RESULTAT SEC DEPENSES	**253.720,00**

ANNEXE : Note de genre

Le 11 avril 2014, le Parlement wallon a adopté le Décret portant sur l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques régionales. Cette législation découle d'un constat, celui de la persistance d'inégalités découlant de différences socialement construites entre les femmes et les hommes. Le Décret du 11 avril 2014 vise à apporter des réponses à travers des pratiques de gender mainstreaming et de gender budgeting, afin de mesurer l'impact de ces inégalités dans nos processus politiques.

Introduction

Le travail qui a été effectué dans le cadre de l'élaboration du budget initial 2022 est une première étape d'identification des crédits genrés au sein du budget régional wallon. À ce stade, les articles budgétaires ont été clairement flaggés quand ils sont totalement genrés mais le travail se poursuit en vue d'affiner et d'implémenter une méthode de genderbudgeting en région wallonne qui répond à la volonté du législateur, conformément au décret wallon du 11 avril 2014.

A ce stade, des précisions sont le cas échéant apportées dans l'exposé particulier quant aux articles budgétaires qui pourraient contenir des budgets genrés mais qui feront l'objet d'une analyse ultérieure plus fine.

Il conviendra par la suite d'intensifier le travail de réflexion en vue de parvenir à renforcer l'approche, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, d'identification et de reporting des moyens genrés qui sont inclus dans un article budgétaire.

Ce travail d'identification servira de base pour la suite des travaux relatifs à l'implémentation du genderbudgeting.

Il convient également de préciser qu'il s'agit d'un outil évolutif et que les cabinets et leurs administrations doivent travailler de concert pour parvenir à flagger précisément les articles budgétaires

En matière d'infrastructures sportives

L'égalité entre les femmes et hommes dans le sport fait l'objet de diverses campagnes de sensibilisation et de recommandations émanant d'organismes spécialisés. La collaboration avec ces organismes a été intensifiée dans le cadre des travaux préparatoires relatifs à la réforme de la base légale encadrant le subventionnement des infrastructures sportives afin de promouvoir la mixité au sein des infrastructures wallonnes.

Dans le cadre de la réforme du décret de subventionnement des infrastructures sportives adoptée le 3 Décembre 2020, une charte éthique, implémentant, de manière transversale, les principes de non-discrimination, a été adoptée. L'adhésion à cette charte conditionnera l'octroi des aides de la Région Wallonne aux porteurs de projets et le respect de la dimension de genre y est spécialement mentionné. En effet, il était essentiel de sensibiliser les acteurs sportifs à l'importance de garantir et de faciliter l'usage mixte des infrastructures sportives et d'analyser systématiquement les dossiers sous l'angle du genre, afin de promouvoir et soutenir les projets visant plus de mixité dans le sport.